

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

LES ÉCHOS DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

Analyses et perspectives 2020 du ministère de l'Économie



Lire p.4 & 5

L'ACTU EN BREF

Gabon : la production de grumes en hausse de 11,2 % au troisième trimestre



Lire p. 7

VIE ÉCONOMIQUE

Banque mondiale : réformes juridiques et participation économique des femmes



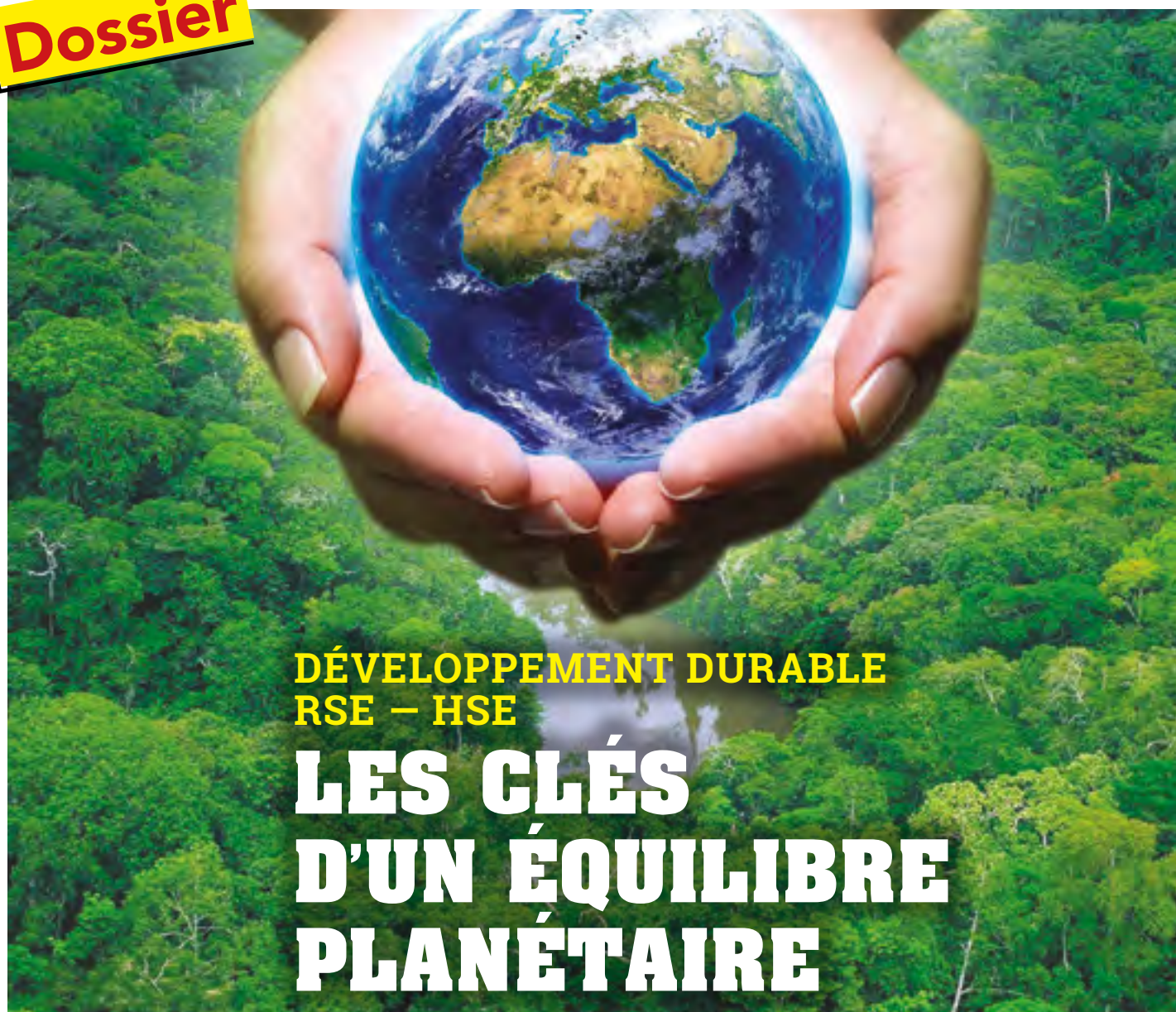
Lire p. 8

Soixante ans après les indépendances, où en est l'Afrique subsaharienne ?



Lire p. 11

Dossier



CGEP : CONSOMMER UNE EAU FILTRÉE POUR UNE MEILLEURE SANTÉ

ALTERNATIVES DURABLES : LE NOUVEL OBJECTIF D'AIR FRANCE

FANAF ORGANISE LA GRAND-MESSE DES ASSUREURS

Lire p.13 – 18

Prochain numéro :
RICHESSSES DU GABON – RESSOURCES MINIÈRES

N°82
MARS
2020



AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR



PAR AMOUR DU VOYAGE, REPENSONS NOTRE FAÇON DE PARCOURIR LE MONDE

Nous nous engageons à réduire de 50 % nos émissions de CO2 par passager d'ici 2030, en renouvelant notamment notre flotte par des avions moins polluants et en développant les meilleures pratiques d'éco-pilotage. Découvrez nos engagements sur airfrance.ga

AIRFRANCEKLM
GROUP

Contactez-nous au 011 79 64 64 tous les jours de 9h à 19h ou sur airfrance.ga

[AIRFRANCE.GA](https://airfrance.ga)

Sommaire N°81

VIE ÉCONOMIQUE

4 – 12

DIASPORA : L'ENVIE D'AFRIQUE DE PLUS EN PLUS FORTE

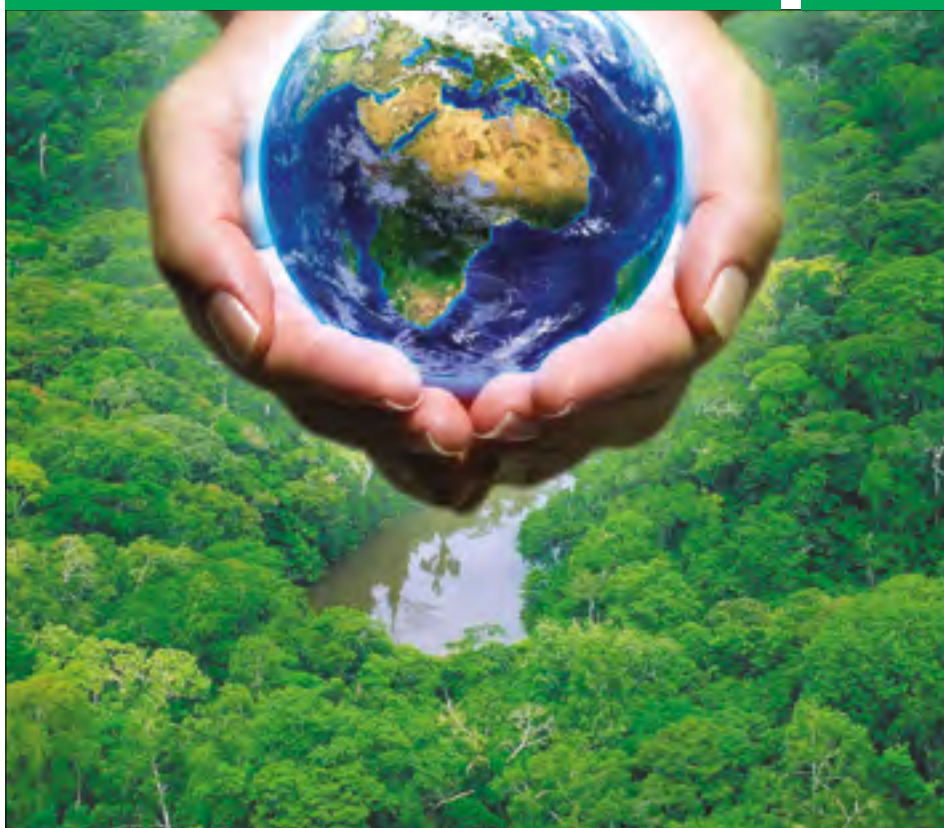
p. 5

ÉCONOMIE VERTE, DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET ENJEUX EN AFRIQUE CENTRALE

p. 7

DOSSIER

13 – 18



LA PROMESSE D'UN PLASTIQUE RECYCLABLE À L'INFINI OU COMPOSTABLE DANS SON JARDIN

p. 16

SPÉCIAL FANAF

19-21

OLEA EN PHASE AVEC SES OBJECTIFS

p. 21

CARNET

22

SENSIBILISATION DES ÉLÈVES DU SECONDAIRE SUR LA DRÉPANOCYTOSE

p. 22

JEU CONCOURS UN VOYAGE À CASA, DAISY MASSOUNGA NDONG, L'HEUREUSE GAGNANTE

p. 22

Édito

ECONOMIE GABON + À L'HEURE DES INNOVATIONS

Par Anne-Marie Jobin



Quand on travaille à l'évolution d'un journal comme Economie Gabon +, moult possibilités s'offrent à nous. Il suffit d'observer et d'être à l'écoute de nos lecteurs. Chaque mois, nous développons un thème qui concerne inévitablement des catégories d'acteurs économiques exerçant au Gabon. Outre ces sujets récurrents, dès ce numéro, nous nous voyons confier des informations officielles de la part du ministère de l'Économie. Nous commençons par une interview de Monsieur le ministre Jean-Marie Ogandaga. Il s'agit donc pour nous de vous informer des nouvelles dispositions, des projets, des lois votées etc. Cette précieuse collaboration sera empreinte de clarté et de suivi. Ce référencement nous honore d'autant que nous sommes l'un des seuls organes de presse à ne pas évoquer de sujet politique.

Vous lirez également une nouvelle rubrique nommée « l'actu en bref ». Celle-ci a pour objectif de vous informer sans particulièrement être développée. En revanche, si ces informations vous intéressent, il vous suffira de cliquer sur un lien ou un flash code.

À compter du numéro de mars, nous consacrons une rubrique au « portrait » d'une personnalité. Pour cela nous recherchons des profils gabonais atypiques tels que celui d'une femme conductrice de dumper à Comilog par exemple. N'hésitez pas à nous mettre en contact avec des personnes dont le parcours peut être qualifié de singulier.

C'est « en français facile » que les anciens élèves de l'association de Sciences Po Paris section Gabon disséqueront un mot ou une expression de l'économie parfois utilisés à mauvais escient ou pas utilisés du tout. Ils disposeront d'une colonne.

Par ailleurs, l'ampleur prise par nos réseaux sociaux est due à une nouvelle dynamique insufflée par une volonté de transmettre l'information encore davantage. Les infos tombent à l'instant T et les commentaires nous guident vers l'intérêt que portent nos abonnés à nos diffusions. Cette tendance nous amène à encourager nos lecteurs à visiter notre site www.economie-gabon.ga. Nos amis sur Facebook, nos abonnés sur twitter et LinkedIn et nos adhérents à la newsletter reçoivent à présent le journal Economie Gabon+ en PDF dès son passage à l'impression. Le format tabloïd est maintenant édité à 12 000 exemplaires, livrés par nos soins à l'ensemble de nos annonceurs et distributeurs.

Enfin, nous profitons de cet éditto de rentrée pour remercier vivement tous les dépositaires qui acceptent de mettre à disposition nos journaux. À ce sujet, s'ils le souhaitent, nous leur offrons et leur livrons un présentoir sur simple demande téléphonique.

Ces résolutions ne sont pas un bouleversement, mais une évolution de votre mensuel qui compte vous satisfaire en innovant tout en gardant l'éthique professionnelle qui le caractérise ■

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

Directrice générale & Journaliste

Anne-Marie JOBIN : +241 (0) 65 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Sécretaire de rédaction

Responsable multimédia
Manuella MENGUE MEYI
manuella@economie-gabon.ga
Tél. : +241 (0) 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Responsable réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 (0) 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Publicité & marketing :

241 (0) 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur artistique & infographie

Donald ELLA

Informations légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société
éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Régie publicitaire :

MEDIAGAB
Tél. : +241 (0) 11 44 11 62

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 (0) 11 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga

Facebook : facebook.com/economiegabonplus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon

LinkedIn : linkedin.com/in/economiegabonplus



Impression : Multipress

Tirage : 12 000 exemplaires

Tél. : 011 73 21 75 / 011 73 22 33



Joséphine ENGOULOU
Comptable

INTERVIEW DE MONSIEUR JEAN-MARIE OGANDAGA, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

ANALYSES ET PERSPECTIVES 2020 DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

Ce début d'année 2020 est riche en événements pour l'ensemble de l'appareil politique et plus particulièrement pour le ministère de l'Économie et des finances, directement concerné par de nombreux sujets tels que la situation de l'économie du Gabon, la vie chère, la dette intérieure, pour ne citer que ces trois priorités.

Anne-Marie JOBIN

Les autres sujets seront abordés dans nos prochaines colonnes puisque nous sommes convenus, entre les services de la communication du ministère de l'Économie et la rédaction d'Economie Gabon+ de collaborer étroitement pour mieux vous informer.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la situation de l'économie gabonaise au regard de la sortie de crise économique internationale due au retour à la norme du prix du pétrole?

Les rapports du FMI et de la Banque mondiale pour l'international ainsi que ceux de la CEMAC pour la sous-région de l'Afrique centrale sont clairs à ce sujet : l'économie mondiale est sur la bonne voie pour une sortie de crise, même s'il convient de demeurer prudent.

Pour ce qui concerne l'économie gabonaise, les signes d'une reprise de la croissance sont présents. Les dernières estimations tablent sur une croissance réelle dépassant 3,4 % en 2019 contre 0,8 % en 2018 et 0,5 % en 2017. Cette embellie de l'activité réelle depuis près de 3 ans s'est accompagnée d'une amélioration des comptes budgétaires, monétaires, et du secteur extérieur. Tout cela indique que la mise en œuvre des réformes économiques et structurelles commence à porter des fruits. Ces résultats récompensent en particulier la politique de diversification des bases productives inspirée par le président de la République, chef de l'État, Son Excellence Ali Bongo Ondimba.

En effet, les orientations du chef de l'État visent plusieurs objectifs.

Le premier d'entre eux est de réduire notre dépendance budgétaire par rapport au pétrole, notamment parce que ce produit dépend des évolutions de prix qui ne peuvent être maîtrisées par une petite économie comme la nôtre. Le second objectif concerne le développement des secteurs hors pétrole porteurs d'une croissance qui se veut inclusive. En ce sens, on peut évoquer la transformation du bois, celle du manganèse ou encore les progrès de l'agro-

Aujourd'hui, il existe des usines de sciage quasiment partout dans toutes les provinces où l'on exploite le bois

industrie. S'agissant du bois, sur la période avant 2010, l'essentiel de la valeur ajoutée était créé à l'extérieur de nos économies et l'activité était caractérisée par l'exportation des grumes qui étaient transformées chez nos partenaires. Les produits finis nous étaient revendus ensuite. Depuis la décision du président de la République d'interdire les exportations de grumes, notre pays a fait des progrès qualitatifs importants. Nous en sommes aujourd'hui à la troisième transformation du bois gabonais.

Pour s'en convaincre, il suffit d'aller voir les meubles produits dans les usines de Nkok. Cette politique de diversification a permis aux industries de s'implanter et de créer des emplois. Aujourd'hui, il existe des usines de sciage quasiment partout dans toutes les provinces où l'on exploite le bois. Dans le même ordre d'idées, une partie du manganèse extraite de

L'analyse de l'évolution du secteur réel montre que la croissance a été soutenue par le secteur hors pétrole avec une croissance de 1,7 % en 2017, avant de se situer à 2 % en 2018 et 2,4 % en 2019

notre sous-sol est transformée sur place. Cette stratégie a été récemment consolidée par l'adoption d'un nouveau code minier qui devrait permettre à ce secteur d'être l'un des piliers de notre économie et lui permettre de contribuer davantage au budget du pays. La politique initiée dans le secteur minier met en exergue un nouveau modèle de type « gagnant-gagnant » qui intègre désormais notamment la promotion de la transformation locale des produits et du contenu local ainsi que le partage partiel de production. On peut ainsi se féliciter de la récente signature d'une convention d'exploitation minière entre l'État et la Nouvelle Gabon Mining (NOGA), société implantée à Franceville et qui s'installera à Okondja.

Au niveau des produits alimentaires, comme vous le savez, la facture annuelle dépasse les 400 mds de F CFA d'importation. L'objectif est de permettre à notre économie d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Des efforts sont réalisés dans ce sens, mais sont encore insuffisants à ce jour. Plusieurs réflexions et projets sont à l'étude, mais les résultats ne seront perceptibles par nos concitoyens qu'un peu plus tard. Dans ce cadre, je peux évoquer la volonté du Fonds international de développement agricole (FIDA) de nous accompagner par le biais de financement de projets agricoles.

En résumé, l'analyse de l'évolution du secteur réel montre que la croissance a été soutenue par le secteur hors pétrole avec une croissance de 1,7 % en 2017, avant de se situer à 2 % en 2018 et 2,4 % en 2019. De même, il importe de relever que les différentes réformes mises en œuvre depuis 2010 ont permis d'augmenter la résilience de notre économie, sans laquelle nous aurions fait face à une récession de grande ampleur, particulièrement en 2017.

S'agissant des finances publiques, le solde budgétaire est passé d'un déficit de -6,6 % du PIB en 2016 à -1,4 % du PIB en 2018 et est projeté favorablement en 2019. Ce résultat traduit les efforts de mobilisation de recettes tandis que les actions sur la maîtrise des dépenses ont permis d'en limiter la progression. En matière de



■ Monsieur Jean-Marie Ogandaga, ministre de l'Économie et des Finances

Lorsque vous observez le marché, vous constatez que la cherté de la vie résulte des produits importés

dette, d'importants efforts ont été réalisés pour honorer le service et apurer les arriérés intérieurs ainsi que les échéances au titre des engagements extérieurs. En particulier, la réflexion a permis de créer un groupe d'intérêt économique, le Club de Libreville, afin de faciliter le traitement de la dette intérieure. Sur cette base, le taux d'endettement est revenu de 64 % du PIB en 2016 à 60,6 % du PIB à fin 2018.

Pour leur part, les comptes monétaires se sont redressés avec un taux de couverture extérieure de la monnaie qui est passé de 56 % en 2016 à près de 72 % à la fin de l'année 2019. On note par ailleurs une nette amélioration du déficit du compte courant de la balance de paiements.

En définitive, je peux affirmer que la situation de l'économie gabonaise est en bonne voie de stabilisation, mais que les efforts doivent être poursuivis afin d'atteindre une croissance plus forte et plus inclusive au bénéfice de nos concitoyens.

EG+ : Monsieur le ministre, des efforts significatifs ont été consentis pour lutter contre la vie chère. En effet, en juin 2019, certains droits de douane ont été exonérés sur 58 produits de première

nécessité tels que le riz, les produits laitiers ou la volaille. Malgré cela une partie de la population continue de se plaindre du coût de la vie. Quelles sont les autres actions menées ou suggérées pour maintenir des prix favorables aux foyers les plus modestes ?

Sur la question du coût de la vie, nous le reconnaissons, il faudra que nous fassions une autopsie de notre système des prix. Lorsque vous observez le marché, vous constatez que la cherté de la vie résulte des produits importés.

Alors comment alléger le panier de la ménagère en vendant sur le marché des poulets en provenance du Brésil dont le prix s'additionne des coûts de transport? Nous devons diversifier notre production agricole. Nous ne pouvons pas continuer à consommer de la viande provenant d'Europe, d'Amérique ou d'Asie alors que des pays d'Afrique centrale peuvent nous fournir de la viande à moindre coût. Nous ne pouvons pas continuer à consommer du poisson qui vient de l'extérieur sachant que nous avons 800 km de côtes. Depuis trois mois, mon collègue chargé de la Pêche fait débarquer du thon. Ce poisson ne coûte pas plus de 2000 F CFA le kilogramme sur les marchés de Sotradier. Si nous multiplions ce type d'initiatives, le coût du panier de la ménagère baissera. Il est donc question que nous produisions davantage. Le pain peut être produit à partir d'une combinaison de la farine de manioc produite au Gabon et de farine de blé importée, cela nous a été démontré par des

Si nous nous offrons un mode de consommation qui privilégie les produits gabonais, je peux vous assurer que vous n'aurez plus la même vision du coût de la vie

producteurs locaux. C'est aussi une formule pour faire baisser le prix du pain et celui de la facture d'importation de farine. Au sujet du manioc et de la banane, ces produits aussi sont à des prix raisonnables sur les marchés de Sotrader. Leur coût a baissé. Il y a là des actions concrètes qui ont été menées. Mais nous ne disons pas que le prix du panier de la ménagère sera complètement allégé d'ici demain, comme par un coup de baguette magique. Cela se fera par le travail et grâce à la substitution de produits importés par des produits locaux. Nous consommons trop de produits importés. Les œufs par exemple, sont produits au Gabon. Il y a plusieurs exploitations d'œufs et plusieurs Gabonais produisent du poulet. Mais combien d'entre nous vont acheter du poulet chez nos compatriotes qui pro-

duisent ce poulet ? Pourtant, un poulet vivant coûte moins cher qu'un poulet congelé. Nous nous orientons vers la substitution des produits et vers la diversification afin que ce que nous consommons soit élevé ou fabriqué au Gabon. Nous y travaillons.

La question de la cherté de la vie, il faut la relativiser. Si nous nous offrons un mode de consommation qui privilégie les produits gabonais, je peux vous assurer que vous n'aurez plus la même vision du coût de la vie.

EG+ : Monsieur le ministre, concernant la relance économique, il est évident que son efficience ne sera effective que lorsque la dette intérieure sera tout ou partie remboursée. Les entrepreneurs peuvent-ils espérer un remboursement ?

Certes, il y a un problème de la dette intérieure, personne ne peut et ne doit le nier

Il y a six mois, nous avons lancé l'audit de la dette intérieure avec l'apport d'institutions internationales telles que le FMI. Cet audit a été réalisé par le cabinet international PricewaterhouseCoopers.

Certes, il y a un problème de la dette intérieure, personne ne peut et ne doit le nier, mais c'est parce que nous étions dans un flou artistique qu'il était plus qu'urgent de connaître la réalité de cette dette. D'où l'audit de PricewaterhouseCoopers. On

payait la dette, sans voir les réalisations ou les conséquences positives du paiement de cette dette sur les populations. C'est pour cela que l'État a lancé cet audit pour identifier les causes de cette dette et déterminer les vrais bénéficiaires. À ce sujet, vous les journalistes, vous devriez vous rapprocher de ces entrepreneurs pour leur demander les résultats du travail sur lequel ils réclament la dette. Les résultats de l'audit vont démontrer et établir la réalité sur ce phénomène. Le constat est clair, il y

a des dettes réelles, mais aussi celles qui n'existent que parce qu'un contrat a été signé. Or, la dette signifie qu'un travail a été réalisé. Le code des marchés dit que l'État paie après service fait. Mais, la plupart du temps, nous ne voyons pas les réalisations, nous voyons de la dette sans contrepartie. L'État ne paiera que la dette avérée. Le Gabon a pris l'engagement non seulement de ne plus accumuler des arriérés extérieurs, mais aussi de se libérer totalement de la dette intérieure ■



Notre Responsabilité ÉCONOMIQUE	Notre Responsabilité SOCIALE	Notre Responsabilité CIVIQUE	Notre Responsabilité ENVIRONNEMENTALE
FINANCER L'ÉCONOMIE DE MANIÈRE ÉTHIQUE	DÉVELOPPER UNE GESTION ENGAGÉE ET LOYALE DES RESSOURCES HUMAINES	LUTTER CONTRE L'EXCLUSION, PROMOUVOIR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE	AGIR CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Le financement durable de l'économie	Le recrutement, la mobilité et la formation	Le soutien à la microfinance et à l'entrepreneuriat social	Des politiques de financement engagées dans les secteurs sensibles
Une éthique commerciale	La diversité	La lutte contre l'exclusion et la promotion du respect des Droits de l'Homme	La diminution de l'empreinte environnementale liée à notre fonctionnement propre
Une offre de produits responsables	La gestion responsable de l'emploi	Une politique de mécénat en faveur de la culture, de la solidarité et de l'environnement	Le soutien à la recherche contre le changement climatique

BICIG, partisane d'une Responsabilité Sociale et Environnementale se fondant sur quatre piliers et douze engagements



Avançons ensemble

ÉCONOMIE VERTE, DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET ENJEUX EN AFRIQUE CENTRALE

Après 60 ans d'indépendance, l'Afrique centrale est encore confrontée à de multiples défis qu'elle devra surmonter si elle veut asseoir les bases d'un développement socioéconomique durable et diversifié afin de satisfaire aux besoins de ses populations actuelles et futures, en lien avec l'ambition et la vision des États d'accéder au statut de pays émergents d'ici à 2035.

La rédaction



Selon la Banque africaine de développement, parmi ces défis figurent notamment la diversification économique et le développement des capacités productives, l'amélioration du climat des affaires et enfin, la gestion rationnelle des ressources naturelles et la préservation de l'environne-

ment. Plusieurs organisations internationales de développement ainsi que les chercheurs sont unanimes quant à l'importance d'accélérer la diversification économique et le développement des capacités productives des États de la sous-région.

Quels sont les atouts et les

mécanismes dont elle dispose pour y parvenir ? L'Afrique centrale a de nombreux atouts, en particulier en matière de ressources naturelles biologiques et non biologiques, hors ressources extractives, bases de l'économie actuelle de la majorité des États de cette partie du monde. Parmi ces atouts, citons notamment la qualité des terres arables, d'abondantes ressources forestières, savaniques et en eau, des zones écologiques diversifiées, des écosystèmes marins et insulaires. Ajoutons à ces richesses le capital culturel illustré par l'abondance des savoir-faire traditionnels. À cet effet, quatre outils nous semblent stratégiques afin d'accélérer la diversification économique de l'Afrique centrale : le système de l'économie verte, le système de l'économie de l'artisanat et des petites entreprises, le système de l'économie des savoir-faire traditionnels et celui de l'économie de la culture.

Nous nous intéressons ici tout



particulièrement au système de l'économie verte en Afrique centrale (dit SEVAC). Il est structuré autour de plusieurs piliers consacrés notamment à la politique, à l'institutionnel, à la recherche et la formation, aux aspects financiers ainsi qu'aux domaines techniques et opérationnels. Le SEVAC est considéré ici comme une innovation organisationnelle multidimensionnelle (politique, diplomatique, stratégique, etc.), résultat d'une réflexion sous-régionale très participative, nécessaire à la mise en place de l'architecture d'une nouvelle économie irréversible. Il s'agit également d'un véritable changement de paradigme par rapport au discours traditionnel sur le développement. Sa particularité se fonde sur la conjonction de la tradition et de la culture (mobilisation des savoir-faire traditionnels), de l'histoire, des sciences modernes et post modernes.

Quels sont les enjeux et les prochaines étapes de ce vaste chantier de ce qui doit constituer l'économie de l'Afrique centrale en lien avec les attentes des États et du secteur privé, y compris les artisans et les petites entreprises, et des

populations ainsi que de la société civile et des partenaires ?

Les activités concernées par la réalisation de ces étapes comprennent l'étude de faisabilité des programmes sectoriels prioritaires de l'économie verte, dont le programme sur l'économie du bois et l'économie de l'écoagriculture incluant l'éco-économie des produits agroalimentaires traditionnels au cœur des activités des populations rurales, ainsi que les activités de marketing, de communication et de promotion de l'économie verte.

En conclusion, il y a lieu de se féliciter des choix opérés par les États de l'Afrique centrale quant au développement et à la promotion de l'économie verte. Des choix stratégiques qui devraient leur permettre de concilier la protection de l'environnement, le développement économique et celui des entreprises au sein de nouveaux secteurs sous-exploités, le développement de l'artisanat et des petites entreprises.

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON FAIT PEAU NEUVE AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET. REDECouvrez l'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flashez ce code avec votre Smartphone et visitez nous



DIASPORA : L'ENVIE D'AFRIQUE DE PLUS EN PLUS FORTE

Les résultats d'une enquête réalisée auprès de 800 membres de la diaspora africaine révèlent que 71 % des personnes interrogées envisagent de retourner sur le continent dans un délai de 10 ans. 56 % d'entre elles privilégient un retour dans leur pays d'origine, tandis que 15 % sont ouvertes à des opportunités sur tout le continent.

La rédaction

D'après le rapport, cette envie de retour sur le continent africain est liée à plusieurs motivations. Pour 42 % des Africains de la diaspora, la digitalisation du continent à travers l'essor des nouvelles technologies est le facteur social le plus motivant. 62 % d'entre eux sont motivés par l'aventure entrepreneuriale.

Parmi les métiers recherchés par les jeunes diplômés et cadres de la diaspora, le secteur tertiaire est le plus plébiscité : 17 % des répondants favorisent les métiers de conseil, 16 % optent pour la communication et le marketing, et 15 % se tournent vers les métiers de la finance.

L'étude montre également que les jeunes de la diaspora africaine privilégient particulièrement les entreprises africaines pour leur « retour professionnel » sur le continent. Plus de 40 % des jeunes de la diaspora sont plutôt intéressés par des opportunités professionnelles au sein des mul-

tionales en Afrique, avec une préférence pour les multinationales africaines (51 %).

Les start-up africaines (36 %) et les organismes internationaux (38 %) présentent aussi un intérêt particulier pour ces profils. Les diplômés de niveau Master et au-delà manifestent une attirance plus importante que les moins diplômés pour les multinationales, notamment africaines, et pour les organismes internationaux. Les profils niveau Bac+2 et Bac+3 sont plus portés vers les start-up que les profils d'un niveau supérieur.

Néanmoins, de nombreux obstacles constituent encore un frein au retour de ces compétences. Plus de 70 % des répondants pensent que décrocher un emploi ou une promotion en Afrique nécessite d'avoir des relations et plus de 35 % jugent les organisations africaines très hiérarchiques. Seuls 20 % des répondants pensent que ces entreprises sont propices à l'ascension professionnelle ou permettent

d'avoir des échanges ouverts.

« Tout le narratif sur la croissance économique du continent africain suscite des vocations auprès des jeunes de la diaspora. Ceux-ci désirent jouer un rôle actif dans l'émergence du continent africain, que ce soit en tant qu'entrepreneur ou de préférence au sein d'entreprises africaines. La diaspora reste néanmoins très lucide sur le contenu des missions et les conditions de travail pour lesquelles elle est prête à s'engager », commente Landry Djimpe, associé chez Innogence Consulting qui a coréalisé l'enquête.

Notons que les membres de la diaspora originaires d'Afrique subsaharienne sont les plus enclins à rentrer à un horizon de 5 ans (58 %) par rapport aux ressortissants du Maghreb (41 %). La rémunération et la stabilité politique et économique du pays sont les deux premiers critères de choix d'un poste au sein d'une entreprise sur le continent.

Association Gabonaise des Auditeurs et Contrôleurs Internes



VALORISER



SENSIBILISER



FORMER



ACCOMPAGNER



S'OUVRI



743 LIBREVILLE
2016AGACI@GMAIL.COM
+241 (0) 66 84 61 90
+241 (0) 77 42 99 55

FACEBOOK.COM/AGACINTERNES/
LINKEDIN.COM/COMPANY/AGACI-GABON/



LE MOBILE MONEY EN AFRIQUE CENTRALE

Malgré une faible pénétration du mobile money en Afrique centrale, le volume et la valeur des transactions y doublent chaque année

La rédaction

L'Afrique centrale affiche un certain retard dans le développement du mobile money. Selon le groupement mondial des opérateurs de téléphonie mobile (GSM), sur les 400 millions de comptes actifs en Afrique subsaharienne, moins de 10 % sont localisés en Afrique centrale (CEMAC et RDC). La sous-région héberge pourtant plus de 13 % de la population africaine, fait remarquer le GSM.

Selon le GSM, la pénétration de l'usage du mobile money en Afrique centrale a été particulièrement forte au Gabon. Dans ce pays, 43 % de la population de plus de 15 ans possédait un compte en 2017. Mais l'évolution est beaucoup plus lente dans les autres pays de la région. On recense 1 % de la population adulte en RDC en 2017, 15 % au Cameroun et au Tchad, et 6 % au Congo.

Des indicateurs bien insignifiants en comparaison de ceux d'un pays comme le Kenya qui affiche 73 %. Ce sont les pays d'Afrique de l'Est qui

ont vu le plus grand développement du mobile money (Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie), suivis dans l'ordre par les pays d'Afrique australe, puis d'Afrique de l'Ouest et enfin d'Afrique centrale.

La lente pénétration du mobile money en Afrique centrale contraste cependant avec le dynamisme de transaction. Depuis 2016, le volume et la valeur des transactions doublent pratiquement chaque année.

Le nombre de transactions financières en monnaie électronique est en effet passé de 300 millions en 2017 à 567 millions en 2018. Et la valeur des transactions globales de mobile money, qui s'élevaient à 4512 m^{ds} de F CFA en 2017, a dépassé 7964 m^{ds} de F CFA à la fin de l'année 2018. Pour l'essentiel, ces transactions ont été réalisées au Cameroun (76 %) et au Gabon (18 %) ■

Source : la direction générale Trésor de France

GABON : LA PRODUCTION DE GRUMES EN HAUSSE DE 11,2 % AU TROISIÈME TRIMESTRE

Établie à 1,56 million de m³ à fin septembre 2018, la production de grumes a connu une hausse au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2019. La note conjoncturelle sectorielle de la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale (DGEPF) révèle une hausse de 11,2 % pour atteindre 1,73 million de m³. Cet accroissement est principalement lié à la hausse des surfaces forestières mises en exploitation.

La rédaction



Dans un climat économique national caractérisé par une hausse des productions pétrolières et minières, l'exploitation forestière s'est également distinguée au cours des neuf premiers mois de l'année.

Consécutive à la hausse des surfaces forestières mises en exploitation et à la bonne tenue du carnet de

commandes, cette hausse souligne la bonne tenue d'un secteur de plus en plus dynamique, notamment grâce aux excellentes performances de la filiale locale du géant singapourien Olam.

Dans ce contexte de hausse, les ventes aux industries locales ont elles aussi progressé de 35,9 % pour atteindre 614 768 m³, notamment, comme le souligne la DGEPF, grâce à la « fermeté de la demande des unités installées dans la ZERP de Nkok ». Si l'industrie manufacturière demeure encore au premier stade de transformation, nul doute que cette hausse devrait se poursuivre et, par voie de conséquence, offrir de nouvelles perspectives ■

GABON : LES EXPORTATIONS DE BOIS EN HAUSSE DE 15,8 %

Portées par la consolidation de la demande asiatique, en particulier celle de la Chine qui demeure le premier acheteur de bois gabonais devant l'Inde, les exportations de bois se sont consolidées au terme des neuf premiers mois de l'année 2019.

La rédaction



Celles-ci ont connu une hausse de 15,8 % pour s'établir à 709 119 m³,

en lien avec la hausse de 14,4 % de la production qui a atteint 945 158 m³. En effet, comme le sou-

ligne la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale (DGEPF), le tissu

industriel et la montée en puissance des usines installées dans la zone de Nkok ont largement contribué à raffermir ces performances. Si les ventes locales ont enregistré une diminution de 42 % à 65 763 m³ en raison du fléchissement du carnet de commandes, les exportations ont donc constitué le socle de l'activité.

Avec de telles perspectives, le poids de cette filière devrait passer de 5 % aujourd'hui à 20 % du PIB d'ici 2022. Par ailleurs, ce secteur a créé quelques 10 000 emplois au cours de la dernière décennie. Le secteur du bois devient un contributeur appréciable dans la colonne crédit des recettes de l'État et pèse considérablement dans le domaine de la diversification de l'économie ■

LE GABON FRANCHIT LA BARRE DES 3 MILLIONS D'ABONNÉS TÉLÉPHONIQUES

Le nombre d'abonnés au mobile, au téléphone fixe et à l'Internet haut débit a franchi la barre des 3 millions. Cette progression globale de 6,1 % prouve la bonne santé du secteur de la communication qui est passé de 2 868 300 abonnés fin septembre 2018 à 3 042 100 abonnés fin septembre 2019.

La rédaction

Grâce au dynamisme des sociétés de téléphonie mobile, les performances du secteur se sont largement améliorées au terme du troisième trimestre 2019. Entre la hausse du nombre d'abonnés au téléphone fixe (+1,5 %), au mobile (+6,1 %) et à l'Internet haut débit (+3,2 %),

la branche des communications a consolidé ses performances. Selon une enquête de la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale (DGEPF), ces bons chiffres résultent notamment de la baisse significative du prix des forfaits téléphoniques.

Si le nombre d'abonnés à l'Internet GSM s'est déprécié de plus de 4,9 % pour se situer à 2,0366 millions contre 2,1411 un an plus tôt, cette baisse souligne la poursuite du déploiement de l'Internet haut débit sur le territoire national ■



ÉTUDE DE LA BANQUE MONDIALE

40 ÉCONOMIES ENTREPRENNENT 62 RÉFORMES JURIDIQUES POUR FAIRE PROGRESSER LA PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Le cadre réglementaire de la participation économique des femmes s'est amélioré au cours des deux dernières années, car 40 économies ont adopté 62 réformes qui aideront les femmes – la moitié de la population mondiale – à réaliser leur potentiel et à contribuer à la croissance économique et au développement, affirme une nouvelle étude de la Banque mondiale. Pourtant, les résultats restent inégaux – dans de nombreux pays, les femmes n'ont qu'une fraction des droits reconnus aux hommes, ce qui freine leur développement économique et social.

La rédaction

L'étude intitulée « Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2020 » mesure 190 économies pour étudier la manière dont les lois affectent les femmes aux différentes étapes de leur vie professionnelle, en se concentrant sur les lois applicables dans la principale ville économique du pays. Elle couvre les réformes entreprises de juin 2017 à septembre 2019 dans huit domaines associés à l'émancipation économique des femmes.

« Reconnaître les droits des femmes est à la fois la bonne chose à faire et une bonne pratique d'un point de vue économique. Lorsque les femmes peuvent se déplacer plus librement, travailler en dehors de chez elles et gérer leurs biens, elles ont plus de chances d'accéder au marché du travail et de contribuer à renforcer l'économie de leur pays », a souligné David Malpass, président du groupe de la Banque mondiale. « Nous sommes prêts à soutenir cette mission jusqu'à ce que chaque femme puisse évoluer dans la vie sans être confrontée à des entraves juridiques faisant obstacle à son succès ».

Les domaines du travail et du mariage ont fait l'objet de nombreuses réformes, notamment par l'adoption de lois visant à protéger les femmes contre la violence. Au cours des deux dernières années, huit économies ont promulgué pour la première fois une législation en matière de violence domestique. Sept économies disposent désormais de nouvelles protections juridiques contre le harcèlement sexuel au travail.

Douze économies ont amélioré leurs lois dans le domaine de la rémunération, en levant les restrictions relatives aux industries dans lesquelles les femmes peuvent travailler, les postes qu'elles peuvent occuper et leurs heures de travail. À l'échelle mondiale, les réformes les plus populaires ont concerné la parentalité, avec 16 économies qui ont adopté



des changements positifs dans ce domaine. Parmi ces réformes figuraient la prolongation du congé de maternité payé accessible aux mères, l'introduction d'un congé de paternité rémunéré et l'interdiction de licencier des employées pendant leur grossesse.

Pour atteindre l'égalité entre les sexes, il faut une volonté politique affirmée et des efforts concertés, notamment par les gouvernements, la société civile et les organisations internationales. Toutefois, les réformes législatives et réglementaires peuvent servir de catalyseur important pour améliorer la vie des femmes ainsi que celle de leur famille et leur communauté.

« Cette étude nous aide à comprendre à quel endroit les lois facilitent ou entravent la participation économique des femmes. Elle a incité les pays à entreprendre des réformes qui peuvent éliminer les inégalités entre les sexes », précise Pinelopi Koujianou Goldberg, économiste en chef au groupe de la Banque mondiale. « Réaliser l'égalité entre les sexes prendra du temps, mais il est encourageant de constater que toutes les régions se sont améliorées. Nous espérons que ces recherches continueront de servir d'outil important pour éclairer l'élaboration de politiques et pour rendre les règles du jeu plus équitables pour les femmes ».

L'indice de l'étude ne mesure que les lois et réglementations formelles qui régissent l'aptitude d'une femme à travailler ou à créer son entreprise – les normes et les pratiques ne sont pas prises en compte. Le score moyen mondial de 75,2 constitue une légère amélioration par rapport au score de 73,9 enregistré deux ans plus tôt. Toutefois, il reste encore bien du travail à faire car, dans de nombreux pays, les femmes n'ont qu'une fraction des droits reconnus aux hommes, ce qui entrave leurs possibilités en matière d'emploi et d'entrepreneuriat.

Les huit domaines couverts par l'indice sont structurés autour des interactions des femmes avec le droit tout au long de leur carrière : mobilité, travail, rémunération, mariage, parentalité, entrepreneuriat, actifs et retraite.

Des réformes sont requises d'urgence dans le domaine de la parentalité qui a obtenu un score moyen de 53,9 seulement. Dans près de la moitié des économies qui prévoient une forme quelconque de congé de maternité payé, il incombe à l'employeur de le financer, de sorte qu'il est plus onéreux d'employer des femmes. Pourtant, un congé de maternité rémunéré peut améliorer la rétention du personnel féminin, réduisant ainsi le coût de rotation du personnel et stimulant la productivité. Selon l'étude, pour les employeurs, ces avantages à long terme l'emportent

souvent sur les coûts à court terme.

Sur les dix économies ayant marqué le plus de progrès, six se situent dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, trois en Afrique subsaharienne et une en Asie du Sud. Si la région Moyen-Orient et Afrique du Nord affiche des progrès considérables, elle demeure aussi celle qui présente le plus grand potentiel d'amélioration. Huit pays ont désormais un score de 100, le Canada ayant rejoint la Belgique, le Danemark, la France, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg et la Suède grâce à une récente réforme du congé parental.

DONNÉES CLÉS PAR RÉGION

Économies avancées : les économies avancées continuent de progresser sur les indicateurs. Parmi les 40 économies ayant obtenu des notes supérieures à 90, 27 sont des économies à revenu élevé de l'OCDE. La République tchèque et les États-Unis ont réformé les lois relatives au congé de paternité et au congé parental, donnant ainsi aux parents davantage de possibilités de partager les responsabilités liées à la garde des enfants, tandis que l'Italie et la Slovaquie ont égalisé les prestations de retraite entre les hommes et les femmes.

Asie de l'Est et Pacifique : quatre économies ont réalisé quatre réformes dans trois domaines. La Thaïlande a introduit une réforme dans le domaine de la rémunération et le Timor oriental dans celui de la retraite. Les Fidji ont prolongé la durée du congé de maternité payé et introduit pour la première fois un congé payé pour les pères.

Europe et Asie centrale : quatre économies ont adopté cinq réformes dans cinq domaines et deux économies ont modifié la législation réduisant les opportunités. L'Arménie a adopté une législation protégeant les femmes contre la violence domestique. Chypre a introduit un congé de paternité payé. La Géorgie a adopté une législation prévoyant des recours civils en cas de licenciement abusif d'une victime de harcèlement sexuel. La Moldavie a également levé des restrictions qu'elle imposait sur l'emploi des femmes et limite désormais ces interdictions aux femmes enceintes, allaitantes ou post-partum.

Amérique latine et Caraïbes : quatre économies

ont réalisé quatre réformes dans quatre domaines. La Barbade a adopté une législation sur le harcèlement sexuel au travail. Le Pérou et le Paraguay ont obtenu un score élevé de plus de 90. Dans les années 1980 et 1990, les économies de cette région ont progressé à pas de géant pour lever les restrictions imposées aux femmes, mais la cadence des réformes a ralenti au cours de la décennie écoulée.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : sept économies ont promulgué vingt réformes dans sept domaines, bien qu'une économie ait mis en œuvre une réforme négative. L'Arabie saoudite a enregistré la plus forte amélioration de son indice depuis 2017. Elle a adopté des réformes dans six des huit domaines mesurés, y compris la mobilité des femmes, le harcèlement sexuel, l'âge de la retraite et l'activité économique. Les Émirats arabes unis ont aussi adopté des réformes dans cinq domaines. Djibouti, le Bahreïn, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont mis en œuvre neuf réformes supplémentaires.

Asie du Sud : quatre économies ont réalisé sept réformes dans quatre domaines. Le Népal a introduit un nouveau droit du travail qui interdit la discrimination en matière d'emploi, un congé de paternité et une nouvelle législation sur les retraites. Trois autres pays ont adopté des réformes : le Pakistan et le Sri Lanka ont fait des progrès dans le domaine de la parentalité. En Inde, l'État du Maharashtra a éliminé les restrictions sur les emplois détenus par des femmes.

Afrique subsaharienne : onze économies ont mis en œuvre seize réformes dans sept domaines. La République démocratique du Congo a introduit des prestations de maternité au titre de son régime de protection sociale et a uniformisé l'âge de la retraite. En Côte d'Ivoire, les conjoints ont à présent des droits égaux pour posséder et gérer des biens. Le Mali a adopté des réformes sur la non-discrimination en matière d'emploi. São Tomé-et-Príncipe a adopté un nouveau code du travail pour satisfaire aux demandes du marché de l'emploi et aligner ses lois sur les normes internationales. Le Soudan du Sud a adopté ses premières dispositions relatives au droit du travail depuis l'indépendance.

Source : Banque mondiale

PUBLIREPORTAGE

LES VRAIES VALEURS DU COMPLEXE DE BUREAUX DE GABON MINING LOGISTICS



Situés idéalement dans le quartier des affaires de la capitale, les immeubles de standing GML sont destinés à la location d'espaces professionnels.

La rédaction

D'architecture moderne, cet ensemble immobilier répond aux normes internationales. Il se compose de 2 bâtiments distincts, respectivement de 5 et 11 étages, disposés de sorte à former une cour intérieure ouverte sur le boulevard de l'Indépendance. Sur le plan de sa conception architecturale, cet ensemble est intégré à l'environnement et sa conception se veut fonctionnelle. Son aménagement interne favorise une fluidité de circulation tout en préservant la sécurité des occupants et des visiteurs. Chaque bâtiment possède un hall d'accueil avec hôtesse et gardien. On accède à GML par une guérite gardiennée 24h/24 avec filtrage des visiteurs et accès des locataires par badge magnétique, enregistré au PC de sécurité.

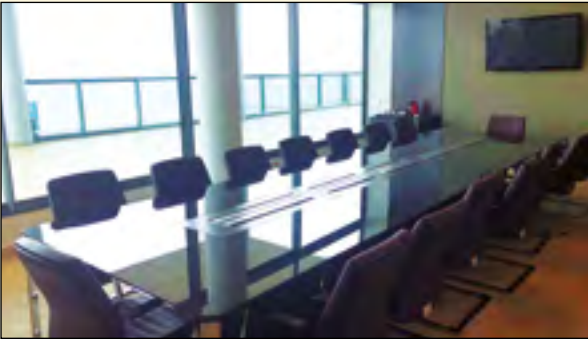
Le rez-de-chaussée dispose de 3 salles de réunions insonorisées (10, 20 et 25 places) équipées du réseau Wi Fi et d'un système de projection intégré. Ces structures sont attenantes à un auditorium de 130 places pourvu d'une cabine de traduction et à un hall, utilisé comme une salle de cocktail, équipé d'un bar réservé aux locataires de ces salles. GML dispose d'une salle de cocktail d'une capacité d'environ 150 places avec espace cuisine. Cette salle donne sur l'esplanade extérieure. Le complexe des bureaux GML présente également un espace de coworking, cadre idéal pour les entrepreneurs. Ces espaces sont disponibles à la location extérieure sur demande auprès du bureau de gestion intégré.

Des parkings dont l'entrée est située rue Pecqueur (face à Gabon Méca) sont au sous-sol et au 1^{er} étage. Ils sont réservés aux locataires des deux bâtiments. Leur accès est sécurisé et ils sont gardiennés ■

VISITE DES LOCAUX EN IMAGES



Bureaux



Salle de réunion 20 places



Terrasse du 11^e étage



Hall de réception – Bar



Auditorium 130 places...



...avec cabine de traduction



Vue extérieure GML



Salle de réunion 25 places



Salle de cocktail

VIVO ENERGY GABON HONORE 19 DE SES EMPLOYÉS

Vendredi 6 décembre 2019, Vivo Energy Gabon a procédé à la cérémonie de remise des médailles du travail à 19 de ses collaborateurs. Cet événement s'est déroulé à la résidence hôtelière Le Nomad en présence de Monsieur Issa Issa, directeur général, et de Madame Émilie Léocady Mikambi épouse Moussadji, directrice générale du Travail, de la Main d'œuvre et de l'Emploi.

rythmées par des pas de danse Zulu. Le public en effervescence n'a pas hésité à se joindre à lui sur la piste. Ce fut une magnifique soirée dont le souvenir restera certainement gravé dans les mémoires de l'ensemble des convives ■

Manuella Mengue M'Eyi

Après les discours officiels, les heureux récipiendaires ont été décorés, félicités puis photographiés avec leurs diplômes sous les acclamations des employés Vivo Energy Gabon venus nombreux assister à la cérémonie.

Après 30 années de bons et loyaux services, Madame Félicité Igouwe Dissouva et Monsieur Guy Ngome Elang arboraient fièrement leur médaille d'or. Madame Léa Aganga Adohinzin était tout aussi émue et honorée de se voir décerner la médaille d'argent après 20 ans de fidélité à Vivo Energy Gabon. Les 16 autres récipiendaires n'ont pas moins mérité et se sont vu remettre une médaille de bronze.

Le groupe traditionnel atypique « Zulu de Mandji » a agréablement surpris l'assemblée avec ses chansons en langue « Eshira » (langue vernaculaire gabonaise)



■ Photo de famille remise des médailles

Crédit photo © DR

VIVO ENERGY GABON ET KFC INAUGURENT UNE NOUVELLE SUCCURSALE AU PK8

En sa qualité de partenaire, Monsieur Issa Issa, directeur général de Vivo Energy Gabon, a coupé le ruban symbolisant l'ouverture et l'inauguration du restaurant KFC du PK8. L'implantation de cet établissement dans la zone délocalisée de la gare routièrre constitue un avantage pour les voyageurs et les populations.

Manuella Mengue M'Eyi

Pour Vivo Energy Gabon dont la station-service est située à proximité, l'ouverture du restaurant KFC représente un atout supplémentaire qui s'inscrit dans ses nombreuses attentions

envers sa clientèle. En effet, la station-service de Vivo Energy Gabon sous licence Engen du PK8, totalement rénovée, propose des services additionnels et variés tels qu'une banque Finam, une agence SEEG, un guichet

automatique BGFIBank, un guichet BICIG et une boutique Quickshop. Toutes ces offres développées par Vivo Energy Gabon permettent aux clients de faire le plein de leur véhicule dans des conditions conviviales

et contribuent également à l'attractivité du quartier PK8. La station-service compte un peu plus d'une douzaine d'employés dont un gérant, un chef de piste, un superviseur et huit pompistes dont une femme, un superviseur et les trois vendeuses de la boutique Quickshop qui vous accueillent chaque jour avec sourire et professionnalisme.

Vendredi 20 décembre 2019, KFC (Kentucky fried chicken) a lancé les activités de sa nouvelle succursale au PK8, ce qui porte à trois le nombre de restaurants ouverts par KFC qui a contribué à la création de plus de 300 emplois directs dans la capitale en l'espace d'une année. L'établissement dispose d'un service « Drive thru » qui permet aux clients d'être servis tout en restant dans leur voiture. ■

ERRATUM

Découvrez la station-service Vivo Energy Gabon de Makokou qui aurait dû paraître en lieu et place de celle de Mékambo dans notre dernière édition. Economie Gabon+ vous présente ses excuses.



■ Inauguration KFC du PK8

Crédit photo © DR

PRÈS DE SOIXANTE ANS APRÈS LA GRANDE VAGUE DES INDÉPENDANCES DE 1960, OÙ EN EST L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE?



Démographie, croissance, pauvreté, inégalités... comment mesurer le chemin parcouru ? Les experts soulignent la difficulté de décrire avec précision l'évolution d'un continent qui demeure un pauvre en statistique. Par exemple, « huit pays africains seulement disposent d'un système d'enregistrement des naissances couvrant au minimum 90 % de la population, et trois seulement d'un système d'enregistrement des décès couvrant au minimum 90 % de la population », relève la fondation Mo Ibrahim dans son rapport 2019 sur la gouvernance en Afrique.

La rédaction

Pués dans les bases de données des grandes institutions internationales, quelques indicateurs, forcément partiels, permettent toutefois d'esquisser un tableau.

UN MILLIARD D'HABITANTS

Selon la Banque mondiale, portée par les progrès de la médecine, en dépit de l'épidémie de sida, du paludisme et de la tuberculose, l'espérance de vie en Afrique subsaharienne a progressé de 20 ans ces soixante dernières années. Sa population s'est envolée : 227 millions d'habitants en 1960, plus d'un milliard en 2018, le double en 2050, selon les projections. Nigéria, Éthiopie et République démocratique du Congo (RDC) forment le trio de tête.

C'est aussi le continent le plus jeune au monde. En 2015, selon les Nations unies, plus de 60 % des Nigériens avaient moins de 20 ans.

PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS

La part de la population vivant sous le seuil de pauvreté (moins de 1,90 dollar US par jour) est passée de 54,7 % de la population en 1990 à 41,4 % en 2015, selon les dernières données disponibles de la Banque mondiale.

Mais cette moyenne masque d'énormes écarts d'un pays à l'autre, entre le Gabon (3,4 % de la population en 2017) et

Madagascar (77,6 % en 2012). « Les inégalités inter-pays sont aussi élevées qu'en Asie et les inégalités intra-pays

aussi élevées qu'en Amérique latine ». Pour Christophe Cottet, économiste de l'Agence française de développement, « on mesure très mal les inégalités. Il n'y a notamment aucune donnée sur les inégalités de patrimoine ».

MÉGALOPOLIS ET CAMPAGNES

Lagos, Kinshasa... Les dernières décennies ont vu pousser les mégapoles africaines, souvent ceinturées de bidonvilles d'une pauvreté extrême, mais aussi de très nombreuses villes moyennes.

Plus de 40 % des Africains vivent désormais en zone urbaine, contre 14,6 % en 1960 selon la Banque mondiale. En 1960, seules deux métropoles africaines — Le Caire et Johannesburg — comptaient plus d'un million d'habitants. D'ici 2030, il y en aura une centaine, selon le cabinet McKinsey. Deux fois plus qu'en Amérique latine.

Mais cette urbanisation ne rime pas forcément avec exode rural. La part de la population urbaine continue à croître, mais ça ne veut pas dire que les campagnes se dépeuplent, c'est l'Afrique entière qui se peuple. Les villes à un rythme un peu plus élevé que les campagnes.

ÉCONOMIE : CONSTAT

L'économie du continent a connu une phase d'expansion jusqu'au début des années 80, puis une période de crise de deux décennies (crise de la dette, politiques d'ajustements structurels...), avant une « renaissance » dans les années 2000.

En témoigne l'évolution en dents de scie du produit intérieur brut (PIB) par habitant en dollars constants : 1 112 USD en 1960, 1 531 en 1974, 1 166 en 1994 et 1 657 en 2018 (BM).

Des statistiques à nuancer, car elles « couvrent le secteur enregistré, officiel » et non « l'économie réelle », largement informelle, souligne l'économiste Jean-Joseph Boillot, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

« Si on fait le bilan sur 60 ans, il s'est passé quelque chose de grave en Afrique : on a perdu 20 ans. Mais il ne faut pas nier ce qui est en train de se passer maintenant qui est plus positif », observe Christophe Cottet.

Kako Nubukpo considère qu'en mettant l'accent sur le court terme au détriment des investissements en matière d'éducation, de santé, de formation, les programmes d'ajustements structurels opérés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, la dynamique de développement en a pâti.

UN MODÈLE À INVENTER

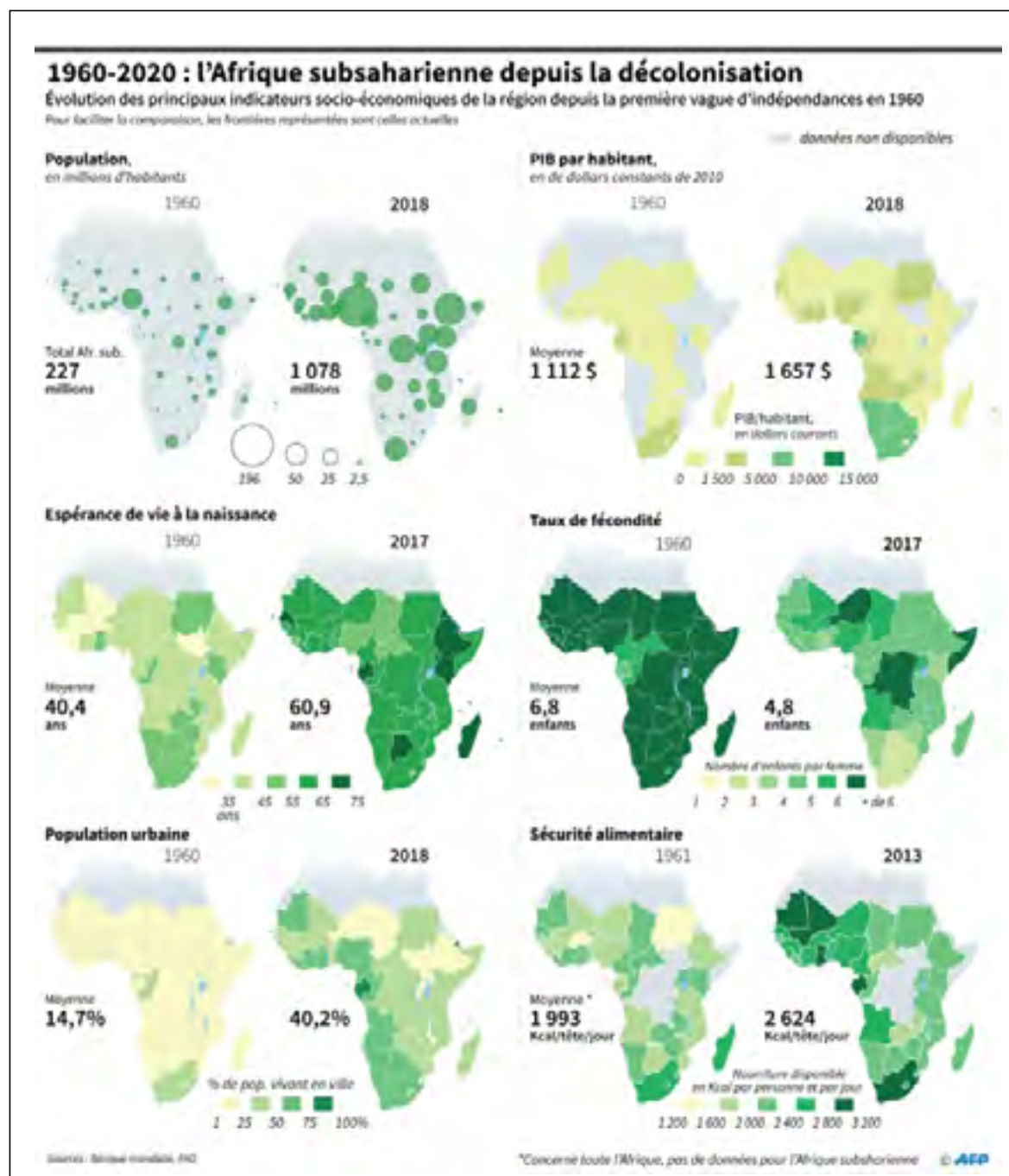
Faiblement industrialisée, avec un secteur agricole prédominant et une récente émergence du tertiaire, l'Afrique cherche donc encore son modèle de développement.

Au fond, l'Afrique reste productrice et exportatrice de matières premières, du cacao à l'uranium. « Et elle importe ses propres matières premières transformées », déplore Kako Nubukpo. « C'est patent sur le coton : 97 % de la fibre de coton africaine est exportée sans transformation. Or, c'est au moment de la transformation de la matière première que se créent la valeur et les emplois ».

Pour Jean-Joseph Boillot, « l'Afrique est encore en phase de recherche d'un modèle économique de développement ».

« Il y a très peu de développement d'industries locales. Cela ne peut se faire que par une protection industrielle très forte du continent, mais il est taraboué par les grandes puissances pour continuer le libre-échange » ■

Source : TV5 Monde





Brasseur et Pionnier du développement durable au Gabon !



OBJECTIF 100% RECYCLÉ

- 100% résidus de maïs et malt recyclé : 18 000T/an
- 100% du verre recyclé en interne : 3 600T/an
- 100% du PET pré-consommation recyclé : 75T/an
- 10 millions de bouteilles en plastique post-consommation récoltées en 2019



GESTION RESPONSABLE DE L'EAU

- Protection des ressources en eau : 20 100 000L d'économie sur notre consommation en 2018
- Protection des ressources en eau souterraine
- 100% des eaux usées traitées



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

- Amélioration des ratios d'énergies
- Mise en place des nouvelles technologies brassicoles moins énergivores grâce à un plan d'investissement constant



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Protection de la couche d'ozone : investissement dans des appareils frigorifiques adaptés
- Conditionnement écologique : 85% de l'activité en verre consignée
- Valorisation du déchet plastique : mise en place d'une économie circulaire
- Implication des parties prenantes : sensibilisation du grand public





DÉVELOPPEMENT DURABLE RSE – HSE LES CLÉS D'UN ÉQUILIBRE PLANÉTAIRE

LA RSE : TOUT UN PROGRAMME

Le concept de RSE (responsabilité sociale des entreprises) consiste à tenir compte des impacts sociaux, sociétaux et environnementaux des activités de l'entreprise pour intégrer les enjeux du développement durable au sein de son organisation et dans ses interactions avec ses parties prenantes. L'objectif est d'associer de manière éthique, logique et économique, la responsabilité sociale et l'écoresponsabilité. Cela englobe notamment la gouvernance de l'organisation, les droits de l'Homme, les relations et conditions de travail, l'environnement et son respect, la loyauté des pratiques, les questions relatives aux consommateurs et au développement local.

Anne-Marie JOBIN

Ces démarches répondent à plusieurs questions actuelles : la pression des marchés, des partenaires, des clients, des fournisseurs et des salariés, les contraintes réglementaires et les problématiques environnementales. Ces réformes à mettre en œuvre dans une entreprise ne sont pas toujours évidentes, il ne s'agit pas de faire « du copier/coller ». Il est nécessaire qu'elles correspondent aux normes internationales et, pour certaines d'entre elles, se doivent d'être contextualisées selon les pays et les coutumes.

L'application des règles standards correspondant aux agréments ISO définies par des exigences, des

spécifications, des lignes directrices ou des caractéristiques à utiliser systématiquement pour assurer l'aptitude à l'emploi des matériaux, des produits, des processus et des services, sont évidemment plus faciles à appliquer par les entreprises internationales.

Dans le dossier que nous développons ce mois-ci, nous observons que bon nombre d'entreprises du Gabon s'investissent dans ce domaine. Sobraga en est un des leaders, un exemple à suivre. Air France n'est pas en reste et la Smag a prouvé son implication comme nous nous en sommes fait l'écho dans notre précédente édition. À Mouanda, Comilog se donne les

moyens d'aller au-delà de ce qui est exigé par les normes internationales. Bien d'autres entreprises mériteraient d'être mises en valeur du fait des actions menées au bénéfice de la préservation de l'environnement, de même que les associations et ONG qui s'impliquent à sauvegarder et nettoyer des plages.

Sur le plan environnemental, le Gabon se distingue particulièrement et s'engage officiellement à préserver et utiliser durablement ses ressources naturelles, à lutter contre les pollutions et les nuisances, à améliorer et protéger les cadres de vie, à promouvoir de nouvelles valeurs favorisant une activité génératrice de revenus liée à la protection de l'environnement, à défendre l'harmonisation du développement à la sauvegarde du milieu naturel. Le ministère chargé de l'Environnement s'emploie et veille au respect des principes et des dispositions de la loi en vigueur.

De son côté, la FAO renforce la volonté politique du pays et l'aide à élaborer des stratégies et des programmes entrant dans des cadres juridiques les plus adaptés, notamment en faveur de la sécurité alimentaire et d'une bonne nutrition. C'est une des priorités du pays.

Le gouvernement et la FAO ont convenu dans le cadre du présent CPP, (cadre de programmation pays) de combiner leurs efforts en vue de la réalisation

des effets attendus dans les domaines prioritaires suivants : le renforcement de la gouvernance institutionnelle et des capacités nationales ; la gestion des ressources naturelles ainsi que le développement des chaînes de valeur durables dans l'agriculture, l'élevage, la forêt, la pêche et l'aquaculture.

Pour conclure, la délégation gabonaise à la Conférence des parties (COP 25) qui s'est tenue du 2 au 13 décembre dernier à Madrid, en Espagne, menée par le ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du plan climat, des objectifs du développement durable et d'affectation des terres, Pr Lee White, prend une part active dans les travaux inhérents au financement de la convention cadre des Nations unies pour le Gabon, ainsi que la part de financement du marché de carbone dans la lutte contre les changements climatiques. Le Gabon joue un rôle particulier lors de cette conférence, car il est le seul pays d'Afrique à ne pas être affecté par les impacts directs des changements climatiques. En effet, contrairement aux pays du Sahel qui subissent des sécheresses et des inondations plus fréquentes entraînant des pénuries d'eau et une diminution des rendements agricoles, le Gabon a su préserver sa biodiversité au cours des années et représente aujourd'hui une opportunité de lutter efficacement contre les changements climatiques ■

LA PROMESSE D'UN PLASTIQUE RECYCLABLE À L'INFINI OU COMPOSTABLE DANS SON JARDIN

Décomposer, nettoyer et réutiliser le plastique à l'infini, ou même le composter : c'est la promesse de la start-up française Carbios, qui utilise une protéine trouvée dans la nature dont les performances sont améliorées.

La rédaction

Et si le plastique n'était plus un déchet ? Installée dans le Puy-de-Dôme, la société française de chimie verte, Carbios, a développé des procédés à base d'enzymes pour repenser le cycle de vie des plastiques et les rendre recyclables à l'infini.

Chez Carbios, la petite révolution technologique concerne le recyclage du polyéthylène téréphtalate (PET) que l'on retrouve essentiellement dans les bouteilles en plastique, emballages alimentaires et aussi dans les textiles via le polyester.

Ce type de plastique contribue pour 75 millions de tonnes aux 335 millions de tonnes de plastique produites chaque année dans le monde.

La méthode de recyclage la plus courante consiste jusqu'ici en un procédé thermomécanique consommateur d'énergie et soumettant le plastique à de fortes températures qui réduisent ses performances.

« La grande innovation de Carbios est d'utiliser une enzyme, un matériel biologique, qui va dépolymériser le plastique », explique Alain Marty, directeur scientifique de l'entreprise installée près de Clermont-Ferrand.

Pour comprendre comment ça marche, il faut imaginer l'enzyme (une protéine) « comme une paire de petits ciseaux » qui va découper le polymère, une grosse molécule formée par l'enchaînement de monomères, comme un collier constitué de différentes perles, que l'enzyme va libérer.

Ainsi, on peut « dépolymériser 97 % du PET (polyéthylène téréphtalate) en seulement seize heures. On obtient ainsi un plastique zéro déchet », affirme le scientifique.

Une fois libérées, les perles – ou monomères – constituant le PET vont être récupérées puis purifiées. « Les polyméristes pourront les réutiliser pour refaire du PET puis une nouvelle bouteille ou un joli chemisier », ajoute M. Marty.

UN CERCLE VERTUEUX

La jeune société de chimie verte garde secrète la nature exacte de son enzyme, découverte dans la nature. Une protéine devenue une pépite en laboratoire : « Souvent les enzymes n'ont pas les capacités suffisantes pour être des ciseaux efficaces. Tout le



travail de Carbios est d'optimiser ces enzymes pour les rendre plus stables à la température ou plus performantes en termes de capacité de coupure », détaille cet ancien chercheur de l'Insa Toulouse, dont le laboratoire TBI (Toulouse Biotechnology Institute) travaille étroitement avec Carbios.

« L'idée, ce n'est plus de se baser sur du pétrole pour produire du plastique, mais de produire du plastique à partir de déchets, à l'infini. Ainsi, l'industrie du plastique va entrer dans le cycle vertueux de l'économie circulaire », poursuit M. Marty.

Une vision qui pourrait devenir rapidement réalité. Le groupe a en effet annoncé fin juin avoir levé près de 14,5 millions d'euros lors d'une augmentation de

capital dont le produit doit servir pour l'essentiel à construire un démonstrateur industriel de ses technologies.

Sa mise en route dans la « vallée de la chimie » lyonnaise est prévue pour 2021.

Une promesse qui séduit jusqu'aux géants de l'industrie. Après L'Oréal et Michelin, trois grands noms des boissons sans alcool – Nestlé Waters, PepsiCo et Suntory Beverage & Food Europe (Orangina) – ont à leur tour rejoint en avril le consortium mis sur pied par le groupe auvergnat.

100 % recyclable, mais aussi 100 % compostable. Une filiale de Carbios, Carbiolice, créée en 2016, conjointement avec le fonds d'investissement SPI opéré par

Bpifrance et le céréalier Limagrain Ingrédients, développe des solutions pour accélérer le compostage de l'acide polylactique (PLA), un plastique produit à partir de biomasse comme le maïs, la betterave sucrière ou la canne à sucre.

Ce type de plastique est plus particulièrement utilisé dans la fabrication de vaisselle jetable, des pots de yaourts ou capsules de café, ou encore comme film pour la sacherie et le paillage agricole.

COMMERCIALISÉ L'AN PROCHAIN

« Carbiolice a introduit les enzymes développées au cœur d'un additif facile à intégrer dans les métiers traditionnels de la plasturgie, sans modifier les paramètres, les investissements et fonctionnalités des usines de fabrication de plastique », détaille Nadia Auclair, directrice générale de la start-up.

L'utilisateur pourra ainsi composter son PLA « en moins de six mois dans des conditions industrielles et en moins d'un an » au fond du jardin.

Pour se tailler une place de choix dans ce marché qui s'annonce gigantesque, Carbiolice a signé un accord de co-développement avec le leader mondial de la production d'enzymes, le Danois Novozymes.

Leur collaboration doit permettre la production et l'approvisionnement d'enzymes destinées à la fabrication de cet additif nouvelle génération dont le lancement commercial est prévu l'an prochain.

Source : AFP

ENVIRONNEMENT : LE GABON ET LA RDC UNISSENT LEURS FORCES POUR PROTÉGER LA FORÊT ÉQUATORIALE ET SON EXCEPTIONNELLE BIODIVERSITÉ.

Un mémorandum d'entente entre les deux pays a été signé jeudi 19 décembre 2019 à Libreville pour la protection de la biodiversité.

La rédaction

Signé par les ministres de l'Environnement des deux pays, Lee White pour le Gabon et Claude Nyamugabo Bazibuhe pour la RDC, cet accord vise à renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays dans les domaines de l'environnement, de la gestion durable des écosystèmes forestiers, de l'industrialisation de la filière bois, de la conservation et de la gestion des aires protégées, ainsi qu'en matière de lutte contre le changement climatique.

Ce mémorandum prévoit en outre la mise en place de programmes de renforcement des capacités techniques et scientifiques des États et des institutions partenaires dans les domaines précités.

« Le Gabon dispose d'une expérience dans le domaine de l'environnement depuis près de 120 ans. Il y a beaucoup à gagner dans une exploitation contrôlée et une bonne gestion durable des ressources forestières. La RDC pourrait bénéficier de



Signature du mémorandum d'entente pour la protection de la biodiversité

l'expérience gabonaise dans ces domaines », avait indiqué le chef de l'État de la République

démocratique du Congo. Le Gabon, « un modèle dont il faut s'inspirer » selon la RDC. Pour

la République démocratique du Congo, le Gabon est « un modèle dont il faut s'inspirer » en matière de protection de l'environnement et en particulier de la forêt. À l'échelle de l'Afrique, le Gabon, qui abrite sur son sol l'un des deux poumons verts de la planète, la forêt équatoriale, est considéré comme l'un des pays les plus en pointe en matière de protection de l'environnement.

En septembre dernier, il a reçu un financement d'un pays tiers, la Norvège, pour un montant de 150 millions d'euros, afin de soutenir ses efforts en matière de protection de la forêt. Une première historique. Lors de la COP 25 qui s'est tenue à Madrid début décembre 2019, le Gabon a été désigné pour prendre la présidence du groupe des négociateurs africains sur le climat. Un choix qui n'est pas dû au hasard.

Source : www.lalibreville.com

LE GABON POURSUIT SA VOIE VERS UN MEILLEUR AVENIR ÉNERGÉTIQUE



Le Gabon, l'un des dix premiers pays producteurs pétroliers d'Afrique subsaharienne, produit du pétrole depuis plus de 50 ans. Le pays a atteint son pic de production il y a 12 ans, avec 370 000 barils par jour. Sa production actuelle est de 200 000 barils par jour. Pour compenser le déclin naturel des champs arrivés à maturité, le gouvernement concentre son attention sur les ressources offshore, qui représentent plus de 70 % des réserves.

La rédaction

En 2019, l'agenda du pays était important et chargé. Lancé lors de l'Africa Oil Week 2018, son 12^e cycle d'octroi de licences pour les eaux profondes et peu profondes est toujours en cours. Avec le soutien du Fonds monétaire international, le gouvernement a adopté la version révisée de son code des hydrocarbures qui est fiscalement plus attractive que la précédente. Petronas a annoncé avoir signé deux permis d'exploration supplémentaires. Selon les estimations, les deux blocs offshore (F12 et F13) ont une capacité de production de 200 000 barils par jour (bpj).

« Tout d'abord, je voudrais dire que le Gabon est, de longue date, un des pays producteurs de pétrole les plus sûrs d'Afrique », avait déclaré Pascal Houangni Ambouroué, ministre gabonais du Pétrole lors de l'Africa Oil Week de l'année passée. « À l'heure actuelle, la plupart des puits pétroliers sont arrivés à maturité, et c'est pour cette raison que le gouvernement gabonais a adopté un ensemble de mesures, comme la révision du code des hydrocarbures, afin d'optimiser la production de ces puits matures, mais aussi d'encourager l'exploration et la découverte de nouveaux gisements en eaux profondes.

« En outre, à l'heure où les majors se tournent vers l'exploitation pétrolière et gazière en eaux profondes, ces mesures encourageront l'arrivée de nouveaux acteurs. Les prospections en cours montrent que le Gabon dispose d'intéressantes ressources en termes de pétrole et de gaz. Pour lutter contre le déclin naturel des champs arrivés à maturité,

le gouvernement porte à présent son attention sur les ressources offshore ».

La région compte actuellement 30 champs pétrolifères en production, ce qui fait du Gabon le cinquième pays producteur d'Afrique. Cependant, la production est en déclin. Le gouvernement gabonais a lancé son 10^e cycle d'appels d'offres fin 2013, ce qui a débouché sur la signature de huit nouveaux contrats de partage de production avec Marathon, Petronas, Repsol, Noble & Woodside, Impact Oil & Gas et Ophir, qui ont tous lancé leurs programmes d'exploration. Un autre cycle a été lancé il y a un peu plus de deux ans, mais le gouvernement a été contraint de le suspendre en raison de la faiblesse des cours du pétrole et de conditions financières insuffisamment attrayantes, d'où les récents amendements au code des hydrocarbures.

12^e CYCLE D'OCTROI DE LICENCES OFFSHORE DU GABON

Au cours du premier semestre 2019, la société de géophysique CGG a achevé son étude sismique multi-client 2D à très large bande couvrant 9 800 km dans le bassin du Gabon sud. « La vaste superficie offshore du Gabon comprend des zones inexplorées présentant un bon potentiel de systèmes d'hydrocarbures », a expliqué Sophie Zurquiyah, PDG de CGG. « Toutefois, souvent, il n'existe pas de données géologiques et géophysiques d'une qualité suffisante pour réduire efficacement les risques d'exploration. Cette nouvelle

étude 2D, qui a bénéficié d'un important préfinancement sectoriel, offre à nos clients des données de qualité au bon moment, ce qui leur permet d'éliminer les risques de prospection et de sélectionner les blocs appropriés dans le cadre du 12^e cycle d'octroi de licences ».

Mme Zurquiyah a ajouté que la dernière étude a également permis à CGG d'étendre la couverture des données en s'appuyant sur sa récente étude 3D des eaux côtières, ce qui « a conduit à la découverte de deux puits ». Les jeux de données ont été fournis aux compagnies pétrolières intéressées, leur permettant de comprendre les systèmes pétroliers offshore et d'évaluer les blocs proposés dans le cadre du 12^e cycle d'octroi de licences offshore du Gabon.

« Non seulement les données à large bande augmenteront la résolution et amélioreront la caractérisation des systèmes de turbidites qui représentent des cibles potentielles d'exploration, mais elles fournissent également une imagerie de pénétration profonde avec de faibles fréquences, ce qui facilite la description de la nature de la roche », ajoute Sophie Zurquiyah.

Mme Zurquiyah a cité en exemple les découvertes de Boudji-1 et Ivela-1 réalisées en 2018 respectivement par Petronas et Repsol.

FORAGE DU CHAMP D'ETAME

L'une des sociétés actives au Gabon, Vaalco Energy, effectue actuellement une campagne de forage dans le champ offshore d'Etame. Vaalco estime qu'il pourrait y avoir jusqu'à 4,6 millions de barils de pétrole brut récupérables dans les réservoirs Dentale, sous le champ d'Etame. Si ces ressources sont présentes dans le Dentale, la société devra forer des puits supplémentaires pour exploiter ces réservoirs.

« Nous avons entamé la première phase de notre stratégie de croissance, à commencer par le puits d'évaluation d'Etame 9P, où nous cherchons à sécuriser d'importantes ressources dans la formation Dentale, dans l'optique de futures opportunités d'exploitation », déclare Cary Bounds, PDG de la société. « Les ressources que nous ciblons ont été identifiées dans les réservoirs pétrolifères Dentale découverts lors de forages sous le réservoir Gamba, dans le champ Etame. Le puits d'évaluation Etame 9P est la première d'une série de nombreuses opportunités visant à générer une valeur substantielle pour nos actionnaires en convertissant ces ressources en réserves d'une manière rentable ».

L'annonce du nouveau code des hydrocarbures a été un événement. Le ministère et la DGH (direction générale des hydrocarbures) se sont efforcés de créer des conditions idéales pour attirer les investissements dans le pays. En particulier, l'élimination complète de l'impôt sur les sociétés devrait susciter l'intérêt des CPI et des CPN à l'échelle internationale.

Source : Africa Oil Week



OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

NOUVEL ESPACE

TOUTE L'ÉQUIPE DU WAÏ BAR VOUS INVITE À VENIR DÉCOUVRIR SON NOUVEL ESPACE AUTOUR DE SES DÉLICIEUX COCKTAILS DANS UNE AMBIANCE DÉCONTRACTÉE.

OUVERT TOUS LES JOURS
DE 9H00 À MINUIT

TÉL: 011448000 / 011448008

WAÏ BAR



FEEL THE DIFFERENCE
radissonhotels.com

INTERVIEW DE MONSIEUR FRÉDÉRIC DESCOURS, DIRECTEUR GÉNÉRAL
AFRIQUE CENTRALE AIR FRANCE

PROPOSER DES ALTERNATIVES DURABLES POUR DEMAIN : LE NOUVEL OBJECTIF D'AIR FRANCE

Depuis le 1^{er} janvier, la compagnie aérienne Air France compense 100 % des émissions de CO₂ de ses vols domestiques. Une initiative qui démontre clairement les engagements environnementaux que souhaite apporter la compagnie aérienne. Et Air France ne s'arrête pas là pour réduire son empreinte carbone avec l'arrêt total du plastique à usage unique (+1 300 tonnes recyclées), la limitation et compensation des émissions de CO₂ (-20 %), la réduction de l'empreinte sonore, ou encore l'éco-pilotage déjà en test chez les pilotes de la compagnie. Un investissement global d'un milliard d'euros annuel sera apporté pour ces changements en faveur d'un transport plus vert et responsable.

Anne-Marie Jobin

Ces quelques exemples prouvent l'investissement inconditionnel du groupe. Nous sommes donc allés poser quelques questions à Monsieur Frédéric Descours, afin de pouvoir mesurer les efforts de la compagnie aérienne au niveau de l'Afrique centrale, et plus particulièrement du Gabon.

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les actions significatives menées dans votre périmètre en faveur des pays dans lesquels vous êtes implantés ?

Avec 318 destinations desservies dans 118 pays, nous contribuons au développement économique et social des pays et soutenons les initiatives destinées à développer un tourisme responsable. Nous avons aussi cette responsabilité de transformer le transport aérien au quoti-

dien pour le rendre plus respectueux de l'environnement. Nous soutenons plusieurs projets et actions qui ont vocation à protéger la biodiversité autour de nos hubs et jusqu'à destination. Nos clients sont informés des émissions de CO₂ liées à leur voyage et nous leur proposons la possibilité de les compenser. De plus, le renouvellement de 50 % de notre flotte par des avions nouvelle génération qui consomment entre 20 % et 25 % de fioul en moins est également un élément important.

EG+ : Dans quels secteurs vous investissez-vous au Gabon ? Sous quelle forme ?

Avec nos pilotes et en collaboration avec l'ANAC (Agence nationale de l'aviation civile), nous testons actuellement un programme d'éco-pilotage pour réduire encore plus les émissions de CO₂.

Nous avons organisé une journée citoyenne en partenariat avec l'ANPN

(Agence nationale des parcs nationaux). Nous avons voulu montrer l'exemple grâce à des collaborateurs internes investis dans le combat pour la protection de la nature. Plus de 35 employés s'étaient mobilisés pour l'occasion. Une journée qui s'est déclinée en 3 étapes, entre la découverte de la forêt gabonaise, considérée comme le deuxième poumon vert de la planète, et les phases de nettoyage et de recyclage. Au total, nous avons ramassé plus de 5 m³ de déchets sur une plage de 300 mètres et avons transformé la totalité de ces déchets en briques. Nous avons d'ailleurs prévu d'organiser une nouvelle journée citoyenne courant 2020.



■ Frédéric Descours, DG Afrique centrale Air France

EG+ : Air France propose à ses clients de contribuer à des programmes de reforestation par le biais de l'opération « Trip and Tree by Air France ». De quels arbres s'agit-il ? Dans quels pays sont-ils replantés ? Quel est le pourcentage de vos passagers qui participe à cette honorable initiative ?

Air France est membre fondateur, aux côtés de la Direction générale de l'aviation civile, de l'association A Tree For You qui met en relation, en toute transparence, des donateurs et des projets de plantation d'arbres partout dans le monde. Développé en 2018, le programme permet aux passagers qui le souhaitent de réduire leur empreinte environnemen-

tale en plantant des arbres. Ce programme de reforestation est intégré au processus de vente du billet en ligne. Sélectionnés par un comité d'experts reconnus et indépendants, ces projets comportent également un volet sociétal avec la création d'emplois sur ces territoires. On compte déjà plus de 85 500 arbres plantés avec le programme. Il existe des programmes de plantation en Asie, Europe, Afrique et Amérique Latine. Les espèces choisies dépendent bien sûr de chaque écosystème.

En Afrique, ce projet de reforestation a déjà été mené dans plusieurs pays. Nous espérons pouvoir le réaliser également au Gabon très prochainement ■

L'AFD OUTILLE LA SOCIÉTÉ CIVILE GABONAISE DANS LE SUIVI DU RESPECT DES ENGAGEMENTS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX

Les organisations de la société civile (OSC) et les habitants de zones rurales de la province de la Ngounié (sud du Gabon) viennent de bénéficier d'un accompagnement de l'Agence française de développement (AFD) visant à faire d'eux une force informée et active pour le suivi du respect des engagements socio-environnementaux pris par les compagnies d'exploitation forestière et de palmiers à huile.

La rédaction

Concrètement, près de 25 OSC ont été formées aux engagements environnementaux et sociaux. Huit autres sont désormais capables d'accompagner les représentants des villages et des coopératives pour garantir le respect de ces engagements. Par ailleurs, deux études visant à améliorer le respect des engagements ont été réalisées et diffusées. Un modèle de contrat environnemental et social entre les exploitants et les communautés a également été développé pour les exploitations de palmiers à huile.

La structuration et la dotation des capacités de plaidoyer à un collège national d'OSC et une fédération provinciale sont également annoncées. Dans le même temps, plus d'une centaine de personnes issues des comités villageois, représentant les villages riverains des exploitations forestières FSC et de palmiers à huile RSPO de la Ngounié (sud du pays), ont bénéficié d'un renforcement de capacités en la matière. Enfin, les résultats du suivi sont largement diffusés et nourrissent le plaidoyer de la fédération provinciale à l'échelle nationale.

Au terme de cette formation, les OSC plus structurées et compétentes peuvent désormais affirmer leur position vis-à-vis du gouvernement et du secteur privé afin d'assurer que le développement de la filière agro-industrielle et l'exploitation forestière se font dans le respect de l'environnement et des droits des communautés.

Le Gabon s'est donné pour objectif de devenir l'un des plus grands producteurs africains d'huile de palme d'ici 2025. Il convient donc de s'assurer de la mise en œuvre de meilleures pratiques afin de limiter la déforestation liée à cette activité.

Sur ce projet, l'ADF a pour partenaire le WWF Gabon (WWF GPCO). Présent depuis 1991 au Gabon, WWF GPCO a pour mission de renforcer la mise en œuvre des politiques de développement durable et les principes d'une économie verte. Il promeut également une meilleure gouvernance environnementale en utilisant une approche intégrée de la gestion des paysages via le développement d'alternatives communautaires à l'exploitation forestière illégale ■

Source : le nouveau Gabon



INTERVIEW DE M. PHILIPPE VALETTE WORA, DG ET DE M. AUGY, DIRECTEUR D'EXPLOITATION DE LA COMPAGNIE GABONAISE ENVIRONNEMENT & PROPRIÉTÉ

CONSOMMER UNE EAU FILTRÉE POUR UNE MEILLEURE SANTÉ

Créée en 2005, la CGEP (Compagnie gabonaise environnement & propriété) emploie aujourd'hui 95 collaborateurs dont 98 % de nationalité gabonaise. Ces derniers travaillent tant sur Libreville qu'à l'intérieur du pays. Le siège est implanté dans la zone d'activités d'Oloumi sur une base de 3 500 m² dont 800 sont couverts. Spécialisée dans le nettoyage industriel, le traitement et la qualité de l'eau consommée, cette société propose des solutions innovantes qui méritent que nous nous y intéressions, car l'eau n'est pas une ressource inépuisable.

Anne-Marie Jobin



ECONOMIE GABON + : Avant de nous présenter vos innovations qui consistent à fabriquer de l'eau à partir de l'air, voulez-vous nous expliquer ce qui vous a amenés à une telle réalisation ?

Notre motivation est fondée sur le simple fait que nous manquons d'eau potable. Le continent africain dispose de plus de 5 000 m³ de mètres³ d'eau dans ses nappes phréatiques, mais 320 millions de ses habitants ne bénéficient toujours pas d'eau potable. Le Gabon est l'un

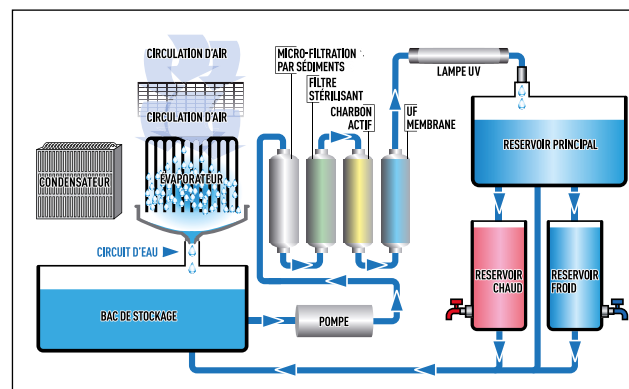
des pays les moins impactés par cette problématique, mais chaque pays, chaque région et chaque client est un cas particulier. Nous avons donc travaillé à l'adaptation d'un système qualitatif et quantitatif pour répondre aux besoins personnalisés. Nous nous sommes spécialisés dans le traitement de l'eau issue de forages, de rivières, de lagunes ou de mer pour générer n'importe quel débit d'eau de qualité. Ces stations de traitement peuvent être autonomes dès lors qu'une source énergétique, quelle qu'elle soit (SEEG, groupe électrogène, modules photovoltaïques etc.), est disponible. Si l'acheminement ou le stockage de l'eau disponible est défaillant ou inadapté, la mise en place d'une filtration supplémentaire avant consommation est nécessaire. Afin de pallier tous ces problèmes, nous avons travaillé

à l'élaboration d'un produit qui « fabrique » de l'eau potable à partir de l'air ambiant et nous vous le présentons.

EG + : Pouvez-vous présenter votre process à nos lecteurs ? Quel recul avez-vous sur son utilisation ?

Le fonctionnement de l'appareil Eauxygène Two est simple : un ventilateur aspire l'air qui passe devant un condenseur. L'eau contenue dans l'air est transformée en liquide sous forme de gouttelettes. Ces gouttelettes se déposent sur l'évaporateur et sont récupérées dans un réservoir. L'eau ainsi recueillie est ensuite traitée, filtrée, stérilisée avec une lampe UVc, (voir illustration).

Présent dans les locaux de la CGEP, l'appareil Eauxygène Two fonctionne depuis plus de dix ans ! Seuls les consommables ont été



changés conformément aux recommandations du constructeur. CGEP commercialisera cette eau via Water World Solution for Africa (WWS for Africa), conditionnée en bonbonnes de 19 litres.

réalisés par le laboratoire national gabonais sont opérés à notre demande.

EG + : Ces produits sont-ils utilisables pour des usages professionnels et privés ?

L'appareil Eauxygène Two produit environ 2 500 litres d'eau potable en 24h. Il est donc adapté à des fins professionnelles (base vie). Pour l'usage privé, le prototype du modèle Eauxygène One est prêt. Il sera très bientôt présenté aux autorités compétentes et recevra son agrément ainsi que sa certification. Les deux modèles produisent de l'eau potable aux normes OMS.

EG + : D'où viennent ces matériels ? Sont-ils agréés CEE ?

Le modèle Eauxygène Two est agréé CEE, fabriqué en France dans l'usine ETT en Bretagne. Comme indiqué précédemment, le modèle « familial » Eauxygène One est en cours de certification ■

SYSTEMES DE TRAITEMENT ET PRODUCTION D'EAU POTABLE DISPONIBLES MAINTENANT ...

PREAUTECTOR SYSTÈME UVc



PREAUTECTOR UVc, une centrale de traitement d'eau domestique trois fonctions : filtrer, traiter adoucir, moins chère qu'un adoucisseur !

ULTRAPACK



ULTRAPACK, le système de filtration, qui supprime : Les odeurs, les mauvais goûts, le chlore, les métaux, les pesticides, les herbicides, les proliférations bactériennes.

PULIFIL



PULIFIL, le filtre "Tout-terrain" autonettoyant, semi-automatique, robuste et compact.

MULTIPURE SYSTÈME



Système de filtration complet MULTIPURE prêt à être installé*.

[120.000F] C.A.T.T.C.

Pour découvrir et vous renseigner sur PREAUTECTOR SYSTÈME UVc ULTRAPACK PULIFIL MULTIPURE SYSTÈME



Zone Industrielle Oloumi
B.P. 383 - Libreville - Gabon
Tél. : + 241 0 11 76 01 82
Cel. : + 241 0 44 37 94 72
www.cgepgabon.com

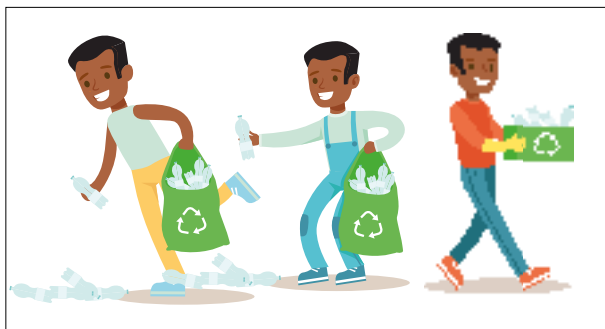
PUBLIREPORTAGE

POLITIQUE « ZÉRO PLASTIQUE » : PRÈS DE 10 MILLIONS DE BOUTEILLES RÉCOLTÉES !

Manuella Mengue M'Eyi

LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS ENVIRONNEMENTAUX

Dans le but de participer de manière pérenne à la lutte contre la pollution plastique, la Sobraga a lancé par voie de presse en avril 2019, un appel à projets environnementaux. Cette opération nommée « Zéro plastique » a pour objectif de fédérer les projets individuels, associatifs et gouvernementaux pour coordonner une lutte efficace et pérenne contre la pollution plastique. Cet appel à projets environnementaux a vu la participation de plusieurs acteurs. Après les phases de réception et sélection des projets, l'entreprise Namé Recycling en est sortie lauréate pour ses capacités de transformation des déchets plastiques et bénéficie



du soutien financier, matériel et/ou technique de la Sobraga. Les phases de sélection se poursuivent parmi les dossiers reçus pour déterminer l'entreprise partenaire qui se démarquera par son plan de sensibilisation des populations sur la pollution

plastique. L'annonce des résultats sera faite en mars 2020. A travers cet appel à projets la Sobraga participe au développement économique local et réaffirme sa volonté de contribuer à la préservation de l'environnement ■

LA SOBRAGA DOTE L'ENTREPRISE RECYCLAGE ET COLLECTE DE DEUX VÉHICULES

La préservation de l'environnement constitue l'un des piliers principaux de la politique sociétale de la Sobraga qui ne cesse de multiplier des actions concrètes dans ce sens. Pour marquer cet engagement, la Sobraga a doté l'entreprise Recyclage et Collecte de deux véhicules, un canter et un buggy avec remorque. C'est le 3 mai 2019 que le Directeur général de la Sobraga, Monsieur Fabrice Bonatti, a officiellement remis les clés des deux véhicules à Recyclage et Collecte. Grâce à cette importante dotation



■ Monsieur Fabrice Bonatti, DG de la Sobraga, remettant les clés à Monsieur Paulin Abessolo, DG de Recyclage et collecte

de la Sobraga, Recyclage et Collecte sillonne les plages de Libreville et collecte les

emballages de boissons en plastique et en aluminium pour préserver l'environnement ■

LA SOBRAGA PRÉSENTE À LA COMPÉTITION « LIBREVILLE PLAGES PROPRES »

En sa qualité de partenaire, la Sobraga était présente à l'opération « Libreville plages propres » organisée le 18 mai 2019 par le Réseau gabonais de l'environnement et du développement durable (RGEDD). Lancée depuis le 5 juin 2018, la compétition « Libreville plages propres » consiste au nettoyage des plages de la capitale gabonaise tous les mois. La Sobraga a contribué à l'opération en mettant à la disposition des participants des tee-shirts, des boissons rafraîchissantes et bien d'autres lots. Les



déchets plastiques collectés ont été récupérés par la société Namé Recycling qui les nettoie et les broie pour les transformer en feeuillard. Les

autres déchets ont été pris en charge par Agli, société privée spécialisée dans la collecte et le ramassage des ordures ménagères ■

LA SOBRAGA CÉLÈBRE LA « WORLD CLEAN UP DAY »

La « World clean up day » encore appelée journée mondiale du nettoyage est un programme mondial d'action sociale visant à lutter contre le problème mondial des déchets solides y compris celui des débris marins.

Ayant inscrit le développement durable au cœur de sa politique environnementale, la Sobraga n'était pas en marge de cet événement. Aussi, le 21 septembre 2019 dernier, elle a une nouvelle fois manifesté son engagement citoyen en participant à la grande opération de nettoyage des plages organisée par la Direction



générale de l'environnement et de la protection de la nature.

Pour parfaire le déroulement de cette opération, la Sobraga a

réuni plusieurs de ses agents au pont de la CNSS ainsi que deux de ses partenaires, Recyclage et Collecte et Namé Recycling ■

LA SOBRAGA SIGNE UN CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC NAMÉ RECYCLING

Le 12 avril 2019, dans le cadre de sa politique de développement durable, la Sobraga a signé un contrat de partenariat avec l'entreprise Namé Recycling, lauréate de son appel à projets environnementaux. Namé Recycling est spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets plastiques (PET, PHD et PVC) qui sont ensuite comprimés et emballés en cubes avant d'être prétraités. Avec ce partenariat signé avec Namé Recycling, la Sobraga pré-

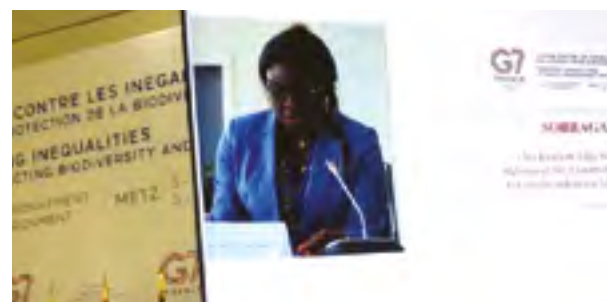


voit de donner une seconde vie aux emballages plastiques collectés à travers sa participation à la mise en

place d'une économie circulaire (collecte-traitement-régénération des emballages plastiques collectés) ■

LA SOBRAGA, INVITÉE AU G7 ENVIRONNEMENT EN FRANCE

En mai 2019, la ville de Metz, située dans l'Est de la France a accueilli du 5 au 6 mai 2019 le G7 Environnement. Cette rencontre internationale autour de la biodiversité a vu la participation de 8 pays dont le Gabon. La Sobraga a été invitée au G7 Environnement par l'État gabonais et était représentée par sa directrice QHSE, Madame Jocelyne Edzo, qui n'a pas manqué de présenter aux participants, les réalisations et les projets de l'entreprise dans ce domaine.



Le G7 Environnement fut riche en échanges et en enseignements pour les participants qui ont réaf-

firmé leur engagement à lutter contre l'érosion de la biodiversité à travers des actions concrètes ■

LA SOBRAGA ET NAMÉ RECYCLING SENSIBILISENT LES POPULATIONS

Le 19 décembre 2019, la Sobraga était présente à la marche organisée par son partenaire Namé Recycling dans les quartiers la Peyrie, carrefour Léon Mba et Petit Paris. Cette marche avait pour objectif de sensibiliser les riverains sur la gestion des déchets plastiques et la préservation de l'environnement en leur proposant des cartes de points. Ainsi, les populations cumulent des points lorsqu'elles jettent des bouteilles plastiques dans les bacs à ordures pour tenter de gagner des téléviseurs, réfrigérateurs et des



boissons...selon le nombre de points cumulés. Grâce au partenariat signé avec la Sobraga en avril 2019, Namé Recycling a pu renforcer son

équipement professionnel et organiser en novembre 2019 des campagnes de sensibilisation en collaboration avec l'ambassade d'Espagne ■

LA SOBRAGA PRIMÉE AUX TROPHÉES OSK PAR LE GROUPE CASTEL

N'a-t-on pas coutume de dire que la réussite est au bout de l'effort ? La Sobraga a remporté en juin 2019 le prix de la meilleure politique RSE du groupe Castel lors des « Trophées OSK » organisés chaque année. Lauréate du même prix en 2015, la Sobraga doit cette prestigieuse distinction à ses nombreuses actions honorables menées en faveur du bien-être de ses employés, de ses partenaires, de ses consommateurs, à sa participation active aux événements nationaux et internationaux, notamment la Tropicale Amissa Bongo, Octobre rose et la Journée internationale de la drépanocytose. Plusieurs initiatives environnementales ont été mises en place par la Sobraga telles que la politique « Zéro déchet », l'opération « Plages propres » et



la signature de partenariats avec des entreprises spécialisées dans la collecte des déchets plastiques (« Recyclage et Collecte ») et la valorisation d'emballages de boissons post-consommation (« Namé Recycling »). Par ailleurs, la Sobraga a inscrit au cœur de son engagement sociétal, la promotion de la consommation responsable, les actions

liées à la sécurité routière, le soutien à l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle de jeunes Gabonais.

À travers toutes ses actions citoyennes, la Sobraga s'inscrit et réaffirme sa volonté de contribuer au développement social et sociétal des populations ■



reDafRICA



**FIER D'ÊTRE
LE REFLET
DE L'AFRIQUE
QUI GAGNE**



(241) 01 172 13 90/91 - 01 176 00 54

Boulevard de la République Quartier Glass BP. 2221 / 2225

www.nsiassurancesgabon.com - Suivez-nous également sur



LA FANAF ORGANISE LA GRAND-MESSE DES ASSUREURS DU 17 AU 20 FÉVRIER 2020 À LIBREVILLE

Plus connue sous le sigle « FANAF », la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines a été créée le 17 mars 1976 à Yamoussoukro (République de Côte d'Ivoire). Association professionnelle sise à Dakar, au Sénégal, la FANAF réunissait 214 sociétés membres au 15 février 2018, dont 53 sociétés vie, 137 sociétés non-vie, 19 sociétés de réassurance, 4 fonds de garantie automobile (FGA) et 1 société crédit/caution opérant dans les 29 pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Bahreïn, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée Conakry, Guinée équatoriale, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Togo et Tunisie

Anne-Marie Jobin



ECONOMIE GABON+ : Monsieur Ekomie Afene, vous vous présentez à la présidence de la FANAF. Quel est votre parcours professionnel sachant qu'à l'heure actuelle, vous occupez le poste de Président du conseil d'administration de la NSIA ?

Je fais mes premiers pas dans le monde des assurances en 1982 à l'Union assurances du Gabon (UAG). J'en deviens directeur général entre 1993 et 1997. Je poursuis mon parcours professionnel à la tête de la direction générale d'AXA au Gabon pour

enfin rejoindre le groupe NSIA en 2000. J'en assume la fonction d'administrateur directeur général jusqu'en 2014, date à laquelle la direction régionale Afrique centrale du groupe NSIA m'est confiée jusqu'en 2017.

Je suis aujourd'hui administrateur des sociétés NSIA Assurances au Gabon, au Congo et de NSIA Assurances Sénégal. Durant ce parcours, j'ai eu le privilège d'assurer pendant 13 ans la présidence de la fédération des sociétés d'assurances du Gabon, d'occuper le poste de vice-président de la Confédération

patronale gabonaise pendant 1 an, celui de vice-président de la FANAF pendant 6 ans et d'avoir été enseignant vacataire à l'Institut international des assurances de Yaoundé.

EG+ : Vous vous présentez à la présidence de la FANAF. Quelles sont vos motivations ?

À un moment donné de leur parcours, certaines personnes éprouvent le besoin de contribuer de manière active à la construction d'une œuvre commune. En ce qui me concerne, dans le domaine des assurances, cela s'est illustré par mes précédents positionnements comme vice-président de la FANAF, enseignant vacataire à l'Institut des assurances de Yaoundé et président de la Fédération des sociétés d'assurances du Gabon.

Aujourd'hui, je suis convaincu que le moment est venu de mettre au profit de tous les membres de la FANAF une expérience accumulée durant 40 ans.

EG+ : Êtes-vous satisfait du paysage du secteur des assurances au niveau continental ?

S'agissant du continent africain et singulièrement des marchés de la FANAF, il y a eu des avancées. Cependant, même si certains marchés se développent plus vite,

avec des taux de pénétration plus élevés que d'autres, globalement, il n'y a pas lieu d'être satisfait. Non seulement parce que le monde bouge, il est dynamique, mais surtout parce qu'il nous faut être plus réactifs face aux mutations de notre société.

À titre illustratif, il faut aller au-delà de l'assurance traditionnelle et adapter nos produits aux besoins de nos populations, tenir compte de la révolution numérique en l'intégrant réellement dans nos processus de commercialisation et de gestion, et revoir les dispositions réglementaires pour mieux porter le développement de notre industrie.

EG+ : Quels sont vos objectifs ?

Les axes principaux de ma campagne portent en particulier sur cinq points.

En premier lieu, le renforcement de la pénétration de l'assurance dans nos marchés. Le taux de pénétration étant encore très faible, la réflexion et les actions en ce sens doivent s'intensifier pour l'amélioration de ce taux.

En second lieu, des réflexions à mener avec la CIMA et autres partenaires sur la mise en place d'une réglementation adaptée à un véritable développement de l'industrie de l'assurance en zone CIMA. Le bureau sortant a eu le mérite d'initier cette importante réflexion lors des travaux du 6^e forum des marchés de la zone FANAF à Douala.

Troisième point : nos ambitions au fil des années sont de plus en plus grandes. Notre fédération doit se réinventer sur le plan organisationnel et trouver de nouveaux ressorts en matière de financement pour prétendre faire face aux nombreux défis qu'elle se donne.

Le quatrième point porte sur la formation qui demeure un aspect fondamental pour notre développement. Nos méthodes

actuelles et thèmes de formation doivent être réorientés et conçus notamment en fonction du digital et des nouvelles technologies en général.

Enfin, nous devons coller à l'actualité économique, politique, sociale, financière et autres afin de saisir toutes les opportunités pour le développement de notre industrie et avoir également la réactivité nécessaire pour dénoncer et corriger ce qui serait de nature à nuire à nos activités.

EG+ : Quel est l'intérêt pour un assureur d'adhérer à la FANAF ?

La FANAF offre une plateforme d'échanges entre membres permettant un enrichissement certain pour tous sur le plan commercial, technique, réglementaire etc. Par ailleurs, la FANAF constitue sans conteste une force à même de représenter et de défendre les intérêts de la profession ■

Pour rappel, les principaux objectifs statutaires sont les suivants :

- Promotion de l'assurance et de la réassurance en Afrique ;
- Présentation et défense des intérêts de la profession ;
- Mise en place de structures de réflexion et de coopération ;
- Vulgarisation de l'assurance et de la réassurance ;
- Formation continue du personnel ;
- Publication de revues, documents et prospectus sur l'assurance et la réassurance.

LE MARCHÉ DE LA CIMA

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES MARCHÉS D'ASSURANCE EST EN PLEIN ESSOR

La Conférence internationale des marchés d'assurance (CIMA) est un organisme de coopération en matière d'assurance jouissant de la personnalité morale et juridique ainsi que des privilèges et immunités accordés par le siège, en l'occurrence la République gabonaise.

Manuella Mengue M'Eyi

La CIMA est née de la signature à Paris, le 27 juillet 1962, de la première convention de la Conférence internationale des contrôles d'assurance (CICA) réunissant la France et les 13 États africains suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo et Madagascar.

Malgré la signature de cette première convention, le secteur de

l'assurance a connu des difficultés, avec pour corollaires des contre-performances qui ralentissaient l'essor de l'industrie. C'est dans ce contexte que le traité instituant une organisation de l'industrie des assurances (CIMA) a été signé le 10 juillet 1992 à Yaoundé, au Cameroun, par les gouvernements de ces États membres et des Comores.

Les objectifs principaux fixés par les États membres contenus dans ce traité sont notamment le ren-



forcement de la coopération dans le domaine des assurances entre les États membres par l'institution d'un marché élargi et intégré de l'industrie des assurances qui réunirait les conditions d'un équilibre satisfaisant aux points de vue technique, économique et financier.

Selon les statistiques disponibles à la CIMA concernant le sec-

teur des assurances, l'activité globale du marché des sociétés d'assurances (vie et non-vie) est marquée par une évolution de 5,8 % du chiffre d'affaires qui passe de 1 135,02 m^{ds} de F CFA en 2017 à 1 201,15 m^{ds} de F CFA en 2018 (*). Au Gabon, le chiffre d'affaires du secteur des assurances connaît une baisse. En effet, il était estimé à 99,393 m^{ds} de F CFA en 2017 contre 97,397 m^{ds} de F CFA en 2018.

Au cours de l'exercice 2018, les principaux indicateurs du marché de la CIMA sont plutôt favorables. En effet, les arriérés des primes en assurances non-vie s'élèvent à 114,20 m^{ds} de F CFA en 2018 contre 98,80 m^{ds} de F CFA en 2017. Quant à elles, les provisions techniques étaient estimées à 61 m^{ds} de F CFA pour toute la zone CIMA en 2018 contre

1829,88 m^{ds} de F CFA pour toute la zone CIMA en 2017. Les placements réalisés par les entreprises opérant dans l'espace CIMA observent une progression de 6,9 %, soit 2217,47 m^{ds} de F CFA en 2018 contre 2073,75 m^{ds} de F CFA en 2017.

Au-delà de toutes ces fluctuations observées, la CIMA a poursuivi ses réformes, notamment dans les domaines de l'évaluation de la provision de gestion en assurance vie, de la connaissance du client et dans le traitement des fonds en déshérence et les prises de participation dans le capital social des sociétés d'assurance.

Compte tenu des délais réglementaires sur la transmission des données des entreprises d'assurances, nous ne disposons pas des chiffres de l'exercice 2019 qui ne seront disponibles qu'au cours du 2^e semestre 2020. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés de l'évolution du marché ■

(*) : les chiffres de 2018 sont provisoires

INTERVIEW AVEC OLIVIER DUBOIS, PRÉSIDENT DU RÉSEAU OLEA.

OLEA EN PHASE AVEC SES OBJECTIFS

Olea est lancé depuis janvier 2017 par Olivier Dubois et Olivier Canuel, deux entrepreneurs cumulant plus de 30 ans d'expérience dans le courtage d'assurance en Afrique. La création de ce réseau de courtage a pour vocation de couvrir l'ensemble de l'Afrique et répond à un double objectif : permettre aux entreprises africaines, courtiers et groupes internationaux implantés de bénéficier d'une qualité de service exemplaire à forte valeur ajoutée et incarner une alternative à l'offre des acteurs historiques du courtage traditionnel.

Anne-Marie JOBIN



■ Olivier Canuel, directeur général du groupe Olea et Olivier Dubois, président du réseau Olea

ECONOMIE GABON+ : Votre ambition est panafricaine. Trois ans après le lancement d'Olea, pourriez-vous nous indiquer où vous en êtes de votre déploiement géographique ?

Nous sommes aujourd'hui très heureux d'être en ligne avec le rythme d'implantation que nous avions espéré. Après la finalisation des toutes dernières opérations au Rwanda, en Algérie, en Zambie et en Sierra Léone, Olea est aujourd'hui présent dans 23 pays en Afrique. Si nous ajoutons à ce réseau nos courtiers partenaires, nous sommes en mesure d'accompagner nos clients dans plus de 40 pays du continent. Très avancé, ce déploiement n'est pour autant pas achevé et l'année 2020 va être encore rythmée par des annonces liées au développement géographique de nos filiales.

Au-delà de la satisfaction d'avoir pu bâtir ce réseau dans un laps de temps très court, nous sommes animés de deux fiertés légitimes. En effet, notre réseau est véritablement panafricain : les 3 pays du Maghreb, la quasi-totalité de l'Afrique francophone et une présence déjà très affirmée en Afrique anglophone et lusophone. Il est porté par des femmes et des hommes de talent qui ont fait très tôt confiance à notre projet de long terme sur le continent.

EG+ : En termes de croissance de votre activité, comment vous situez-vous par rapport à vos prévisions ? Votre démarche rencontre-t-elle le succès escompté ?

Nous avons bâti Olea autour, notamment, de 3 piliers forts : le réseau géographique, des systèmes d'information très innovants, les meilleurs talents pour piloter nos opérations et accompagner nos

clients. Ajoutés à une excellente relation avec les assureurs locaux, ils nous ont permis dès le lancement d'Olea, de gagner la confiance de nombreux clients, conquis directement par les offres d'Olea, ou à travers les accords de servicing signés avec de grands acteurs mondiaux du courtage que nous accompagnons localement. Nous pouvons évidemment toujours mieux faire et nous avons cette ambition de continuer à progresser et à grandir, mais nous pouvons dire que nous sommes précisément là où nous pouvions l'espérer.

Mais la démarche d'Olea est également d'avoir valeur d'exemple : parce qu'Olea est une aventure entrepreneuriale, nos dirigeants locaux sont associés au capital. Parce que le continent est jeune, les dirigeants d'Olea et ses principaux cadres sont très jeunes. Parce qu'enfin, la femme va jouer un rôle croissant dans le développement de l'Afrique, Olea prône la parité en position-

nant des femmes comme directrices de filiales ainsi qu'à des postes clés du groupe.

EG+ : Le thème de la FANAF 2020 porte sur « La Donnée et l'Innovation au Cœur de l'Assurance ». Quelle est la stratégie du groupe Olea sur ces aspects ?

Comme indiqué ci-dessus, nous ne pouvons bâtir une organisation solide et pérenne aujourd'hui sans mettre au service de nos clients les solutions les plus innovantes, être performants et transparents en termes de services rendus et de mode de fonctionnement ; et apporter à nos clients les informations les plus pertinentes pour le meilleur suivi de leurs expositions. Dès le départ, avec Olivier Canuel, directeur général du groupe, nous avons posé la technologie comme un élément différenciant.

EG+ : Le monde change et l'Afrique en son sein change encore plus vite. Comment dans votre stratégie anticipez-vous les bouleversements démographiques, technologiques et économiques auxquels nous assistons ?

Nous suivons l'évolution spectaculaire du continent. Nous prévoyons de bâtir nos offres en prenant en compte l'ensemble de ces données et projetons d'accompagner aujourd'hui les entreprises de toute taille et de toute nationalité. Nous nous positionnerons ensuite, mais rapidement, sur des offres aux particuliers, en profitant des éléments qui auront contribué à notre succès et de l'expérience des équipes qui composent le réseau Olea.

Comme dans toutes les parties du monde, le digital sera au cœur de la transformation de la société africaine, notamment dans le secteur des services, y compris publics, ce qui devrait encore améliorer l'efficacité de ces derniers et accélérer la transformation positive du continent.

Enfin, faisons ensemble le pari de la multiplication des incubateurs, des fin-techs et insurtechs et de leur impact sur la transformation des systèmes de santé notamment.

EG+ : Pour focaliser sur notre région, quelle est votre sentiment quant au potentiel de croissance de la zone CEMAC et du Gabon en particulier ?

Olea fait le pari que l'ensemble du continent africain est sur une tendance positive portée par les différents facteurs déjà évoqués. Nous croyons dans le potentiel de la zone CEMAC, à telle enseigne que c'est une des zones que nous avons le plus rapidement complétée dans notre réseau avec la finalisation de notre implantation en Centrafrique en mars 2019. Nous observons avec intérêt les efforts de diversification de l'économie portés par les pouvoirs publics, notamment au Gabon, ainsi que les programmes annoncés de grands travaux (notamment portuaires et routiers) visant à renforcer l'intégration économique de la CEMAC ■

OLEA
GABON
INSURANCE SOLUTIONS

Le nouveau leader du courtage en assurance au Gabon

546 Bd Triomphal Omar Bongo Ondimba
B.P. 409 Libreville Gabon
Mail : gabon@olea.africa
Tél : 011 76 55 77 - 011 72 87 48

SENSIBILISATION DES ÉLÈVES
DU SECONDAIRE SUR LA DRÉ-
PANOCYTOSE

Maladie génétique et héréditaire grave de l'hémoglobine, la drépanocytose touche 2 % de la population gabonaise. C'est pour mener des actions contre cette maladie que l'ONG DrépaZéroCytose Gabon se mobilise. Cette dernière compte organiser des journées de sensibilisation dans différents lycées et collèges des villes de Moanda et Libreville.

La rédaction



Les élèves de la 6^e à la terminale du lycée technique de Moanda et du cours secondaire Ambourouet de Libreville ont reçu ce vendredi 10 janvier une caravane de sensibilisation sur la drépanocytose. Conduite par l'ONG DrépaZéroCytose Gabon, cette caravane était constituée de médecins, de chercheurs, de personnels de santé et de personnes sensibles à la cause de la drépanocytose.

Il s'agissait de définir ce qu'est la drépanocytose, son mode de transmission, les différentes méthodes de diagnostic et les lieux de dépistage, puis les différents traitements et l'actualité sur les possibilités de guérison.

Autre objectif, rappeler l'intérêt de faire un test électrophorèse afin d'élucider si on est porteur de l'hémoglobine «S» ou pas

afin de faire un choix éclairé dans l'éventualité de devenir parent.

Soulignons au passage que durant les festivités de fin d'année, l'ONG DrépaZéroCytose Gabon a organisé un arbre de Noël 2019 pour les enfants drépanocytaires dans la capitale provinciale du Haut-Ogooué. Le Père Noël était au rendez-vous et les enfants, heureux, ont reçu des cadeaux, pour leur plus grand bonheur.

Selon une étude menée entre 2012 et 2017 par les chercheurs gabonais, au moins un Gabonais sur quatre est porteur du gène de la drépanocytose. Il convient de préciser que les porteurs du gène ne sont pas malades, ils sont seulement transmetteurs.

Ainsi, sur les 4 514 prélèvements effectués de l'Estuaire au Woleu-Ntem, pas moins de 1,5 % des habitants en sont porteurs par

province. Les valeurs extrêmes sont enregistrées dans le Woleu-Ntem avec 5,3 % et dans le Haut-Ogooué avec 1,04 %.

Pour rappel, dans une interview datée de 2017, le Pr. Alain Ondo rappelait la criticité de cette pathologie pour le Gabon : « Au Gabon, les porteurs du gène de la drépanocytose représentent 25 % de la population, c'est-à-dire un Gabonais sur quatre. La maladie elle-même touche 2 % de la population ».

Notons que lors de ce rendez-vous, il s'agissait aussi de donner et de recevoir, de présenter les activités de l'ONG, a indiqué à l'AGP Mme Amel Manai, formatrice médicale pour le groupe Vamed et responsable de la communication de l'ONG DrépaZéroCytose Gabon ■

Source : Ariane Nadia Mpenza

JEU CONCOURS UN VOYAGE À CASA, DAISY
MASSOUNGA NDONG, L'HEUREUSE GAGNANTE

Daisy Massounga Ndong est l'heureuse gagnante du tirage au sort réalisé le 8 janvier 2020 par Maître Florentin Mba Menie dans

le cadre du jeu « Un voyage à Casa » organisé du 11 au 22 décembre 2019 sur nos réseaux sociaux. L'émotion était palpable dans la salle de réunion d'Economie Gabon+ décorée pour l'occasion. Le billet d'avion aller-retour Libreville/Casablanca lui a été remis par Monsieur Cherradi, directeur général de Royal Air Maroc, en présence de Son Excellence Monsieur Abdallah Sbihi, ambassadeur du Maroc au Gabon. Les cinq autres lauréats du jeu se sont vu remettre une montre connectée Bluetooth 3.0 tout smartphone écran LCD TFT. Après la remise des lots, les primés ont été conviés à un cocktail convivial en compagnie des officiels et de l'équipe d'Economie Gabon + ■

Un temps pour **S**ci

ÉPILATIONS
HOMMES FEMMES

Jambes entières,dos,torse... 15 000f
Demi jambes,bras,maillot.....10 000f
Aisselles.....8 000f
Maillot brésilien.....14 000f
Maillot intégral.....17 000f
Sourcils,lèvres,menton..... 5 000f

*A partir de 4
épilations la moins chère
vous est Offerte !!*

Tél : 077 00 28 58 Haut de gué-gué



flyafrijet.online

by AFRIJET

Valable du 29 Octobre 2019 au 29 Mars 2020, en heures locales.

De	Vers	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Brazzaville	Libreville	16H15		10H45		13H45		
	Port-Gentil	16H15		10H45		13H45		
	Douala			10H45		13H45		
	Franceville							
Douala	Libreville	11H30	17H30	15H5	09H45	18H15	12H00	16H30
	Port-Gentil	11H30	17H30	15H15	09H45		12H00	16H30
	Brazzaville	11H30						
	Pointe-Noire				09H45			16H30
Franceville	Sao Tomé				09H45	18H15		
	Brazzaville					12H00		
	Libreville	12H15	14H45	12H15	12H15	15H15	12H15	14H45
	Port-Gentil	12H15	14H45	12H15	12H15	15H15	12H15	14H45
Libreville	Brazzaville	13H30		08H00		10H00		
	Franceville	10H00	12H30	10H00	10H00	13H00	10H00	12H30
	Pointe-Noire		10H15		11H30			18H15
	Port-Gentil	07H30 17H30 21H30 21H45	07H30 10H15 17H30 21H45	07H30 17H30 21H30 21H45	07H30 17H30 21H45	07H30 17H30 21H45	07H30 17H30 21H30	17H30 17H30 21H45 11H00
Pointe-Noire	Sao Tomé				17H15	16H30		
	Douala	08H15	15H45	13H30	08H00	16H30	10H15	14H45
	Yaoundé	08H15			14H30	08H15		
	Libreville		13H30		13H45			20H30
Sao Tomé	Port-Gentil		13H30		13H45			
	Douala		13H30					
	Sao Tomé				13H45			
	Brazzaville	08H30				08H30		
Port-Gentil	Libreville	08H30 11H00 18H30 19H00	08H30 11H00 18H30 19H00	08H30 11H00 18H30 19H00	08H30 11H00 18H30 19H00	08H30 11H00 18H30 19H00	08H30 11H00 18H30 19H00	08H30 11H00 18H30 19H00
	Pointe-Noire		08H30		08H30			11H00
	Douala		11H00	08H30		08H30		09H30
	Sao Tomé				15H30	08H30		09H30
Sao Tomé	Franceville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	09H30
	Libreville				18H15	19H15		11H45
	Port-Gentil				18H15			11H45
	Pointe-Noire							11H45
Yaoundé	Douala							11H45
	Libreville	10H00		16H15		10H00		
	Brazzaville	10H00		16H15				
	Franceville					10H00		
Franceville	Port-Gentil	10H00		16H15		10H00		
	Sao Tomé					10H00		
	Libreville							
	Brazzaville							

Vols directs

Vols avec escale

Follow us on :



facebook.com/afrijet



flyafrijet.online



AGENDA N°81

17 – 20 FÉVRIER 2020 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FANAF À LIBREVILLE – GABON

La 44^e assemblée générale annuelle de la FANAF se tiendra au jardin botanique sur le thème général de « La donnée et l'innovation au cœur de l'assurance ».

10 – 13 MARS 2020 : MARCHÉ INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER – CANNES

Quels services et équipements les villes peuvent-elles proposer à leurs citoyens pour rendre leur vie plus pratique, plus sûre, plus écologique, mais aussi plus ouverte, plus connectée et plus inclusive ? Le programme de conférences du MIPIM abordera ces différents sujets.

My-Lan CAO – Directrice presse Tél. : +33 (0)1 79 71 95 44 – Email : mylan.cao@reedmidem.com

Constance Garcia y Santos – Attachée de presse Tél. : +33 (0)1 79 71 95 65 – Email : Constance.garciaysantos@reedmidem.com

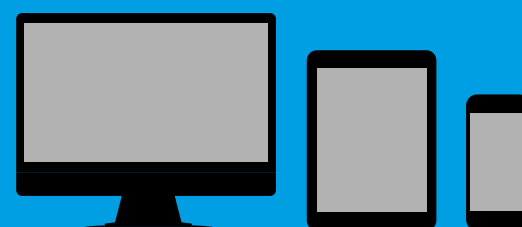


DÉCOUVREZ GRATUITEMENT TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'ÉCONOMIE DU GABON

Avec Economie Gabon+ restez :
+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS



Retrouvez tous
nos journaux en
version numérique
sur notre site internet



www.economie-gabon.ga
contact@economie-gabon.ga
+241 (0) 11 44 11 62



**JE SUIS SEREIN,
MON ASSUREUR
S'OCCUPE DE TOUT.**

LE RISQUE MAÎTRISÉ, L'AVENIR ASSURÉ

Tél : +(241) 01 72 19 25
Email : assinco@assinco-sa.com ; commercial@assinco-sa.com
Adresse : Immeuble Concorde, Boulevard de l'Indépendance,
Libreville-Gabon groupebgfibank.com

Assinco 